

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française ... 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	La ligne ..... 80 frs minimum ..... 250 frs
Ordinaire .....	1.300 frs 800 frs		
Avion .....	3.300 frs 1.700 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 an 6 mois		
Ordinaire .....	1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Avion .....	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo, France et autres Pays d'expression française ..... 90 frs Etranger : Port en sus.			

## SOMMAIRE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1966

17 mai — Décret n° 66-101 portant constitution d'une commission consultative du port de Lomé ..	300
18 mai — Décret n° 66-102 portant nominations à la cour suprême .....	301
21 mai — Décret n° 66-103 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao (récolte principale 1965-1966) .....	302
21 mai — Décret n° 66-104 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides (récolte 1965-1966) .....	302

1966

14 mai — Arrêté n° 67/PR chargeant le ministre des affaires étrangères de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre des finances .....	302
14 mai — Arrêté n° 68/PR/INT relatif à l'intérim des fonctions de directeur de la sûreté nationale .....	313
20 mai — Arrêté n° 73/PR/MEN définissant le cadre d'application des dispositions de l'arrêté n° 34/PR/MEN du 10 mars 1966 fixant le taux des heures supplémentaires dans l'enseignement supérieur au Togo .....	302

3 juin — Arrêté n° 77/PR chargeant le ministre de l'éducation nationale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique .....	302
10 juin — Arrêté n° 80/PR/MCIT approuvant l'additif à la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo .....	302
Arrêtés portant maintien temporaire en activité et suppression de secours scolaire .....	313

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté et décision portant nomination, engagement et rectificatif à une précédente décision portant engagement .....	313
--	-----

#### VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1966

13 mai — Décision n° 304-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'United Technical Assistance Contribution Account .....	314
13 mai — Décision n° 311-D/VP/MFE/F accordant une subvention à la Croix Rouge togolaise ....	315
13 mai — Décision n° 312-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Organisation de Coordination et de Coopération pour la lutte contre les grandes endémies « O.C.C.G.E. » .....	315

13 mai — Arrêté n° 197/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite pour invalidité à M. Dohou Louis .....	315
21 mai — Arrêté n° 199/MF/MEN réglementant les cautions pour prêts de livres et matériels scolaires dans les établissements d'enseignement secondaire du Togo .....	314
21 mai — Décision n° 328-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'United Technical Assistance Contribution Account .....	315
26 mai — Arrêté n° 201/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. Koudogneto Tchatcha .....	315
26 mai — Arrêté n° 205/VP/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. Djondo Augustin .....	315
27 mai — Arrêté n° 206/VP/MFE/DOM portant résolution de l'attribution provisoire des terrains domaniaux sis à Dapango, objet des titres fonciers n°s 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948 du territoire du Togo .....	316
Arrêté n° 613/VP/MFEP/MF/CR du 22 septembre 1965 portant révision de la pension de veuve et d'orphelin de M. Azankpo Ambroise Kokou (rectificatif) .....	316
Arrêtés et décisions portant nomination, désignation de fonctions, octroi d'allocations scolaire, viagères, temporaire et de secours après décès ..	316

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant engagement .....	317
-----------------------------------	-----

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1966

16 mai — Arrêté n° 32/INT portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1966 .....	317
21 mai — Arrêté n° 33/INT portant interdiction de séjour aux nommés Koutouassi Denakpo Guy Pierre, Adjai Assouma, Sowolo Sowoubo, Awonye Koffi dit Tila et Amouzou Kokou André .....	317
Décision portant engagement .....	318

#### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1966

20 mai — Arrêté n° 9/MTP/DMG portant fixation de la valeur d'un coefficient de majoration K. ....	318
1 <sup>er</sup> juin — Arrêté n° 10/MTP/DMG/SC ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures par la société B.P. (West Africa Limited) à Bè, Lomé .....	318
Décisions portant nomination et licenciements .....	318

#### MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1966

23 mai — Arrêté n° 170/MFP portant modification à l'arrêté n° 157/MFP du 6 mai 1966 portant ouverture d'un concours .....	319
---	-----

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations affectation, mise en disponibilité et rétrogradation .....	319
---	-----

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1966

Arrêté n° 6/MEN du 1 <sup>er</sup> avril 1965 portant institution des droits d'inscription aux examens du B.E. et du B.E.P.C. (rectificatif) .....	320
Décisions portant engagements, exclusion définitive du C.C. de Tabligbo et acceptation de démission .....	320

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

1966

28 mai — Arrêté n° 6/MER/EF portant réorganisation du service des eaux et forêts .....	321
28 mai — Arrêté n° 7/MER/EL portant réorganisation et articulation administrative nouvelle du service de l'élevage et des industries animales de la République togolaise .....	321

#### MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

1966

20 mai — Arrêté n° 13/MCIT libérant les prix de vente des champagnes et vins mousseux .....	322
20 mai — Arrêté n° 14/MCIT portant déblocage du prix de vente des appareils récepteurs .....	322
Arrêté portant nomination .....	323

#### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Cour d'Appel du Togo (Liste des experts pour l'année 1966) .....	323
Avis d'immatriculations au registre de commerce .....	325
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ( <i>Modification des Statuts</i> ) .....	325
Nécrologie .....	326

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*DECRET N° 66-101 du 17-5-66 portant constitution d'une commission consultative du port de Lomé.*

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;  
Vu le décret n° 66-3 du 7 janvier 1966 portant modification de la composition du Gouvernement ;  
Sur proposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications ;  
Le conseil des ministres entendu ;

**D E C R E T E :**

Article premier — Il est constitué auprès du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, une commission consultative du port de Lomé comprenant:

*Président*

- 1) un représentant du ministre des travaux publics

*Membres*

- 2) un représentant du ministre des finances ;
- 3) un représentant du ministre de l'économie rurale ;
- 4) un représentant du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;
- 5) un représentant du ministre du travail ;
- 6) un représentant du haut commissariat au plan ;
- 7) un représentant du conseil municipal ;
- 8) un représentant de la commission d'urbanisme ;
- 9) le directeur des chemins de fer ;
- 10) le directeur des travaux publics ;
- 11) le président de la chambre de commerce et d'agriculture du Togo ;
- 12) un représentant des armements maritimes et des consignataires installés à Lomé ;
- 13) un représentant des transitaires installés à Lomé
- 14) un représentant des transports routiers ;
- 15) le conseiller juridique du gouvernement ;
- 16) un représentant du ministre de l'intérieur ;
- 17) un représentant du ministre des affaires étrangères.

La commission peut s'adjoindre toutes autres personnes qu'elle juge utiles pour la bonne marche des travaux.

Les fonctions de membre sont gratuites.

Art. 2 — La commission consultative se réunit sur la convocation du ministre des travaux publics qui fixe son ordre du jour. Elle ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des voix. Le président ayant voix prépondérante en cas de partage.

L'inspecteur des travaux du port assiste aux séances avec voix consultative. Il fait assurer le secrétariat de la commission par des agents de la direction du port mis, à cet effet, à la disposition du président.

Il est établi un procès-verbal de chaque séance, signé par le président; ce procès-verbal est adressé sans délai au ministre des travaux publics.

Art. 3 — La commission est consultée par le ministre des travaux publics sur les projets de loi, de décret, d'arrêté et de décision ayant pour objet la définition du statut du port de Lomé et sur les mesures envisagées en vue de la mise en place de son organisation et la préparation de son fonctionnement et d'une façon générale sur toutes les questions que le ministre des travaux publics jugera utiles de lui soumettre.

Art. 4 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, 17 mai 1966

N. Grunitzky

*DECRET No 66-102 du 18-5-66 portant nominations à la cour suprême.*

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi du 31 octobre 1964 relative à l'organisation de la cour suprême et notamment ses articles 3, 4, 5 et 6 ;

Vu l'avis du bureau de l'assemblée nationale en ce qui concerne M. Djabaku ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — Est nommé président de la chambre des comptes de la cour suprême, M. Djabaku Albert, pharmacien, domicilié à Lomé.

Art. 2 — Sont nommés membres de la chambre constitutionnelle de la cour suprême pour l'année 1966:

M. Aithnard Paulin, fonctionnaire en retraite, membre titulaire ;

M. Ali Dermann Frédéric, fonctionnaire, membre suppléant.

Art. 3 — Sont nommés membres de la chambre des comptes de la cour suprême pour l'année 1966:

M. Telou Alexandre, fonctionnaire, membre titulaire ;

M. Johnson Richard, médecin principal en retraite, membre suppléant.

Art. 4 — Ont été désignés par le bureau de l'assemblée nationale conformément à l'article 3 de la loi du 31 octobre 1964 sus-visée :

*Chambre constitutionnelle :*

M. Lucien Kuma-Komlan, membre titulaire ;

M. Pierre Monsila, membre suppléant.

*Chambre des comptes :*

M. Téléqui Aquitème, membre titulaire ;

M. François Akue Adoté, membre suppléant.

Art. 5 — Le président de la chambre et les membres de la cour suprême ci-dessus désignés devront prêter le serment prévu par l'article 4 de la loi du 31 octobre 1964 relative à l'organisation de la cour suprême.

Art. 6 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 mai 1966

N. Grunitzky

**DECRET N° 66-103 du 21-5-66 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao (récolte principale 1965-1966).**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 65-166 du 2 novembre 1965 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte principale 1965-66 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1965-66 est fixée au 31 mai 1966.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 21 mai 1966

N. Grunitzky

**DECRET N° 66-104 du 21-5-66 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides (récolte 1965-66).**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 65-195 du 20 décembre 1965 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1965-66 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1965-66 est fixée au 31 mai 1966.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 21 mai 1966

N. Grunitzky

**ARRETE N° 73-PR-MEN du 20-5-66 définissant le cadre d'application des dispositions de l'arrêté n° 34-PR-MEN du 10 mars 1966 fixant le taux des heures supplémentaires dans l'enseignement supérieur au Togo.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la convention du 14 juillet 1965 portant organisation de l'institut d'enseignement supérieur du Bénin ;

Vu l'arrêté n° 34-PR-MEN du 10 mars 1966 fixant le taux des heures supplémentaires dans l'enseignement supérieur au Togo ;

Sur proposition du ministre de l'Education nationale,

**A R R E T E :**

Article premier — Le taux des heures supplémentaires dans l'enseignement supérieur au Togo fixé par l'arrêté n° 34-PR-MEN du 10 mars 1966 susvisé s'applique exclusivement aux professeurs titulaires de l'enseignement du second degré appelés à donner des cours dans l'enseignement supérieur.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1966

N. Grunitzky

**Affaires courantes**

N° 67-PR du 14-5-66 — Pendant l'absence du Vice-Président de la République, ministre des finances et de l'économie, l'expédition des affaires courantes sera assurée par le ministre des affaires étrangères au titre du Ministère des Finances.

N° 77-PR du 3-6-66 — Pendant l'absence de M. Pierre Adossama, ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Benoît Malou, ministre de l'éducation nationale.

**ARRETE N° 80-PR-MCIT du 10-6-66 approuvant l'additif à la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu le décret n° 58-78 du 23 octobre 1958 portant réorganisation de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo ;

Vu l'arrêté n° 186-PR-MCIT-DCI du 16 novembre 1965 désignant la commission chargée de l'établissement de la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo ;

Vu l'arrêté n° 43-PR-MCIT du 23 mars 1966 approuvant la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo,

**A R R E T E :**

Article premier — Est arrêté et approuvé l'additif ci-annexé des électeurs de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo établi par la commission désignée par arrêté numéro 186-PR-MCIT-DCI sus-visé.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 juin 1966

N. Grunitzky

LISTE ELECTORALE A LA CHAMBRE  
DE COMMERCE, D'AGRICULTURE  
ET D'INDUSTRIE DU TOGO

ANNEE 1966

Additif

*Commune de Tsévié*

*3<sup>è</sup> catégorie*

Edorh Raphaël, commerçant — commune (Tsévié)  
Aougah Félix, commerçant — commune (Tsévié)  
Sokpor Godwin, commerçant — commune (Tsévié)  
Anipa Mathias, commerçant — commune (Tsévié)  
Gbémou Christian, commerçant — commune (Tsévié)  
Guédjé Paul, commerçant — commune (Tsévié)  
Maboudou Franklin, commerçant — commune (Tsévié)  
Barsouna Pierre, commerçant — commune (Tsévié)  
Gbénou Thimoté, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Adédjé François, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Agbessi Christian, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Nodjo Pierre, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Amégee Emmanuel, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Ahiansi Emmanuel, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Dara Céphas, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Ahianor Henri, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Sessi Jean, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Aziagbolo Moses, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Agboglo Christian, acheteur de produits — commune (Tsévié)  
Kouassi Bénédicte, dépôt pharmaceutique — commune (Tsévié)

*4<sup>è</sup> catégorie*

Figah Joseph, planteur — commune (Tsévié)

*Commune de Bassari*

Dotsé Albert, commerçant  
Mablé Sébastien, commerçant  
Derman Sofo, commerçant  
Nadjombé Kpakpadja, commerçant  
Yacoubou Boukari, commerçant  
Mama Seidou, commerçant

Mensah Stéphan, commerçant  
Alabi Olodé, commerçant  
Yakini Koulibaly, commerçant

CIRCONSCRIPTION DE BASSARI

*Section commerciale — 4<sup>è</sup> catégorie*

Pampakou, éleveur — Kikpéou  
Dodo Tighankpa, propriétaire rural — Kabou  
Tcha Koukoulou, propriétaire rural — Manga  
Binaou Saudji, propriétaire rural — Kabou  
Koulon Badomna, propriétaire rural — Santé-Bas  
Tossidja, propriétaire rural — Koundoum  
Nassoukou Kantche, propriétaire rural — Koundoum  
Méatchi Kézié, propriétaire rural — Santé-Haut  
Maroh, propriétaire rural — Santé-Haut  
Farara, propriétaire rural — Wakadé  
Abina, propriétaire rural — Wakadé  
Montingma Kondi, propriétaire rural — Binadjonbé  
Adimé Amoko, propriétaire rural — Kadjampo  
Losso  
Ouadja Kiting, propriétaire rural — Guérin-Kouka  
Yamba Mossi, propriétaire rural — Guérin-Kouka  
Daouda Missiyao, propriétaire rural — Guérin-Kouka  
ka  
Djéri, propriétaire rural — Guérin-Kouka  
Tindjo, propriétaire rural — Nampoche  
Bilé, propriétaire rural — Gnagbalé  
Yantchamé Kabilé, propriétaire rural — Namab  
Yadjabroum, propriétaire rural — Kouni  
Nakoudja, propriétaire rural — Namandjoré  
Gagni, propriétaire rural — Kouni  
Mouyal, propriétaire rural — Nawaré  
Kondja, propriétaire rural — Nawaré  
Biparé, propriétaire rural — Tchirkpombo  
N'Boné, propriétaire rural — Kidjaboun  
Atiga, propriétaire rural — Namon  
Damani Mossi, propriétaire rural — Guérin-Kouka  
Toma Naré, propriétaire rural — Guérin-Kouka  
Tissamba, propriétaire rural — Namon-Koutière  
Nakoa, propriétaire rural — Nandouta  
Fabre, propriétaire rural — Katchamba  
Ouassau, propriétaire rural — Katchamba  
Amadou Maman, propriétaire rural — Boukoutchabé  
Bassabi Nikabou, propriétaire rural — Boukoutchabé  
Ali Bikagni, propriétaire rural — Boukoutchabé  
Otchaboté Yankpante, propriétaire rural — Boukoutchabé  
Pépou Gbare, propriétaire rural — Boukoutchabé  
Gbati Djéri, propriétaire rural — Boukoutchabé  
Tchandikou Napo, propriétaire rural — Kitnagbao  
Gbati Dermane, propriétaire rural — Kitnagbao  
Gbati Gbandi, propriétaire rural — Kitnagbao  
Gbandi Tanté, propriétaire rural — Kitnagbao  
Yaou Ouambrou, propriétaire rural — Mondé  
Nadjombé Langonde, propriétaire rural — Langondé  
Piou Gbandi, propriétaire rural — Ouadandé  
Moussa Gnani, propriétaire rural — Ouadandé  
Brihama Kakaye, propriétaire rural — Ouadandé

Amadou Troumé, propriétaire rural — Boukoudji-  
ba

Damba Poadi, propriétaire rural — Boukoudjiba  
Kissao Faré, propriétaire rural — Boukoudjiba  
Okaté Tignokpa, propriétaire rural — Nangbani  
Kpanté Koriko, propriétaire rural — Nangbani  
Abi Komna, propriétaire rural — Tchotokou  
Tata Koghan, propriétaire rural — Boutangbatou  
Babayé Issa, propriétaire rural — Dikougbandi  
Kpandja Ouamé, propriétaire rural — Dikougbandi  
Nampada Ali, propriétaire rural — Binaoualiba  
Sohayé Tadjité, propriétaire rural — Binaoualiba  
Gnofam. Boundjou, propriétaire rural — Boukpas-

siba

Labanté Gnandi, propriétaire rural — Kalanga  
Napo Tassidja, propriétaire rural — Binaparba  
Kpanté Tchédre, propriétaire rural — Binaparba  
Bimané, éleveur — Iboubou  
Saghan, éleveur — Nandouta  
Talgoni, éleveur — Nandouta  
Laban, éleveur — Nandouta  
Koboné, éleveur — N'wakpamboun  
N'watime, éleveur — N'wakpamboun  
Soumemana, éleveur — Didjoyiré  
Nakoudja, éleveur — Katcha  
Kondja, éleveur — Ouamane  
Boutob, éleveur — Ouamane  
Ouadja, éleveur — Kiyaghou  
Kitchéou, éleveur — Baghan  
Bawampou, éleveur — Baghan  
Ouadja Agbélé, éleveur — Baghan  
Tiou-Wavi, éleveur — Tawalba  
N'gnoko Komé, éleveur — Fokou  
Digboughou, éleveur — Bascrou  
Djéri, éleveur — Tchaposse  
Latimé, éleveur — Tamgbandoumpou  
Djobo, éleveur — Nawalé  
Nawiré, éleveur — Nawalé  
Asso, éleveur — Nawalé  
Kondo, éleveur — Nawalé  
Bani Worou, éleveur — Nawalé  
Gouda, éleveur — Nawalé  
Garba, éleveur — Nawalé  
Gouldé, éleveur — Nawalé  
Kao, éleveur — Nawuné  
Kao Djoua, éleveur — Nawuné  
Guézéré, éleveur — Tchompomba  
Djato Touma, éleveur — Tchompomba  
Gaffou, éleveur — Tchompomba  
Djato, éleveur — Tchompomba  
Deuron, éleveur — Tchompomba  
Sabi Byao, éleveur — Kidjokponkpon  
Nighéré, éleveur — Kidjokponkpon  
Wassaou, éleveur — Kidjokponkpon  
Guézéré, éleveur — Nawaré  
Dawoul, éleveur — Nandjalé  
Binassiné, éleveur — Bikapombé  
Bimbi, éleveur — Tchatchakpala  
Binighoumé, éleveur — Poutayé  
Magnib, éleveur — Mouiné  
Bidomé, éleveur — Kpatchile  
Aboubakar, éleveur — Gbougbalé

Kotchiré, éleveur — N'koukouman  
Assayaou, éleveur — Kaléni  
Bankassé, éleveur — Kaléni  
Adjanékou (I), éleveur — Katcha  
Adjanékou (II), éleveur — Katcha  
Maponé Ali, éleveur — Katcha  
Tiga, éleveur — Milé-Milé  
Didaouré, éleveur — Milé-Milé  
Samaou, éleveur — Bissibi  
Goyi, éleveur — Bissibi  
Bigni Napo, éleveur — Sansalé  
Tchédré Djabaré, éleveur — Sansalé  
Samaou, éleveur — Kpankessi  
Kobéyé, éleveur — Yarkassi  
Djato, éleveur — Diwatchoure  
Haran, éleveur — Diwatchoure  
Baba, éleveur — Diwatchoure  
Pourihou, éleveur — Iakpayau  
Samou, éleveur — Iakpayau  
Djanta, éleveur — Bidjabé-ville  
Djobo Worou, éleveur — Nakpatoul  
Byagui, éleveur — Tchaboulé  
Djato, éleveur — Badjibé  
Tiga, éleveur — Binadjoubé  
Djéré, éleveur — Bissokpabé  
Kao, éleveur — Kissatchéou  
Bioubi, éleveur — Katcha  
Koudjohou, éleveur — Dimori  
Sambo, éleveur — Tama  
N'tchagha, éleveur — Binatabé  
Gaou, éleveur — Kountoum  
Yaou, éleveur — Kountoum  
Modibo, éleveur — Limboa  
Soukaou, éleveur — Limboa  
Démon, éleveur — Limboa  
Démon, éleveur — Limboa  
Panpankou, éleveur — Limboa  
Tessi, éleveur — Limboa  
Tiga, éleveur — Dakpantine  
Démon Asso, éleveur — Dakpantine  
Bakatoun, éleveur — Koussoutchéou  
Seibou Boukari, éleveur — Langa-Namon  
Seibou Adjénékou, éleveur — Langa-Namon  
Seibou, éleveur — Landa  
Mado, éleveur — Dandaré  
Djodoma Djobo, éleveur — Dandaté-Nawa  
Guidado, éleveur — Dandaté-Nawa  
Yassi, éleveur — Dandaté-Nawa  
Gnioua, éleveur — Bikoutouadé  
Yérégui, éleveur — Bikoutouadé  
Leima, éleveur — Bikoutouadé  
Soulémana, éleveur — Bikoutouadé  
Yérégui Dako, éleveur — Bikoutouadé  
Bawa, éleveur — Bikoutouadé  
Djanta, éleveur — Bikoutouadé  
Aguéhou, éleveur — Bikoutouadé  
Tchoumon, éleveur — Gnitine-Kabou  
Assoh, éleveur — Gnitine-Kabou  
Adjowa Adéwa, éleveur — Gnitine-Kabou  
Aliou, éleveur — Gnitine-Kabou  
Boukari, éleveur — Gnitine-Kabou  
Sidi, éleveur — Gnitine-Kabou



Koumai, éleveur — Gnitine-Kabou  
 Gaou, éleveur — Katcha  
 Démon, éleveur — Katcha  
 Bani Kouriga, éleveur — Katcha  
 Démon, éleveur — Djoudjou  
 Djobo, éleveur — Djoudjou  
 Kordou, éleveur — Djoudjou  
 Djobo, éleveur — Djoudjou  
 N'douti, éleveur — Kpalou  
 Matchi, éleveur — Kidjoman  
 Djobo, éleveur — Kidjoman  
 Tassou, éleveur — Kidjoman  
 Tatarou, éleveur — Kidjoman  
 Ayikalibini, éleveur — Kidjoman  
 Akpo, éleveur — Kidjoman  
 Djodi, éleveur — Kidjoman  
 Kabres, éleveur — Kidjoman  
 Tchédre, éleveur — Baga  
 N'mouni, éleveur — Manga  
 Ghrougan, éleveur — Manga  
 Leima, éleveur — Manga  
 Matchi Garba, éleveur — Manga  
 Tinimé, éleveur — Manga  
 Lakiya, éleveur — Manga  
 Tassané, éleveur — Nikarou  
 Dahoudou, éleveur — Kabékou  
 Doudja, éleveur — Tchabika  
 Djato, éleveur — Tchabika  
 Kabres, éleveur — Tchabika  
 Koumai, éleveur — Tchabika  
 Djodé, éleveur — Gnintine  
 Baba, éleveur — Gnintine  
 Tiga, éleveur — Gnintine  
 Démon, éleveur — Gnintine  
 Assoh, éleveur — Gnintine  
 Dondja, éleveur — Santé-Bas  
 Pampankou, éleveur — Santé-Bas  
 Kaleyé, éleveur — Santé-Bas  
 Djato, éleveur — Santé-Bas  
 Bollé, éleveur — Santé-Bas  
 Sokaou, éleveur — Santé-Haut  
 Yérégui, éleveur — Gnintine  
 Belko Djobo, éleveur — Santé-Haut  
 Belko, éleveur — Santé-Haut  
 Samaou, éleveur — Santé-Haut  
 Lomao, éleveur — Santé-Haut  
 Lokayé, éleveur — Santé-Haut  
 Assoh Leima, éleveur — Santé-Haut  
 Tchadjoua, éleveur — Santé-Haut  
 Soulé Baué, éleveur — Santé-Haut  
 Baba, éleveur — Santé-Haut  
 Yobi, éleveur — Santé-Haut  
 Assoumanou, éleveur — Santé-Haut  
 Tessi, éleveur — Santé-Haut  
 Djatou Batamavoro, éleveur — Kawa-Bas  
 Boubéré Djato, éleveur — Kawa-Bas  
 Samao Herma, éleveur — Kawa-Bas  
 Dogo, éleveur — Kawa-Bas  
 Worogo Djobo, éleveur — Kawa-Bas  
 Alibarka Djodé, éleveur — Kawa-Bas  
 Adjanékou, éleveur — Kawa-Bas  
 Gaffou, éleveur — Kawa-Bas

Djodi Assoh, éleveur — Kawa-Bas  
 Gaffou Adoyé, éleveur — Kawa-Bas  
 Leima, éleveur — Kawa-Bas  
 Assahoué, éleveur — Kawa-Bas  
 Daladjo, éleveur — Kawa-Bas  
 Adrissah, éleveur — Kawa-Bas  
 Idrissah, Piague, éleveur — Kawa-Bas  
 Idrissa Diko, éleveur — Kawa-Bas  
 Brini, éleveur — Kawa-Bas  
 Idrissa Natchougou, éleveur — Kawa-Bas  
 Adam, éleveur — N'djajo  
 Méré, éleveur — Kawa-Haut  
 Djabo Moussourou, éleveur — Kawa-Haut  
 Byaou Djobo, éleveur — Kawa-Haut  
 Sangamahou, éleveur — Kawa-Haut  
 Boubéri, éleveur — Kawa-Haut  
 Belko, éleveur — Kawa-Haut  
 Kikina, éleveur — Kawa-Haut  
 Goyé, éleveur — Kawa-Haut  
 Asso, éleveur — Kawa-Haut  
 Démon Adam, éleveur — Kawa-Haut  
 Aliou Gaou, éleveur — Koundoun  
 Tro, éleveur — Koundoun  
 Ouro Gaou Biko, éleveur — Koundoun  
 Boukari Djataou, éleveur — Bassari  
 Ouro Gaou Biko, éleveur — Bassari  
 Djataou Dorika, éleveur — Bassari  
 Djayo, éleveur — Bassari  
 Guidado, éleveur — Bassari  
 Daina, éleveur — Bassari  
 Tro Gberaré, éleveur — Bassari  
 Amadou Djatataou, éleveur — Bassari  
 Matchougha, éleveur — Bassari  
 Yobi, éleveur — Bassari  
 Gani, éleveur — Bassari  
 Bassamassi, éleveur — Bassari  
 Issala, éleveur — Koukouboule  
 Biléré, éleveur — Koukouboule  
 Djato, éleveur — Koudjoudjou  
 Nikari, éleveur — Ninakpatéou  
 N'biré, éleveur — Ninakpatéou  
 Tchamssi, éleveur — Gbangbalgou  
 Djaldou, éleveur — Kouni  
 Gbargbetey, éleveur — Kissamonsiou  
 Noubrika, éleveur — Kimertou  
 N'yané, éleveur — Kimertou  
 Djawoul, éleveur — Kpamba  
 Kpedjan, éleveur — Sakpal  
 Oupel, éleveur — Djabargal  
 Bipéré, éleveur — Tchirkpambo  
 Tibé, éleveur — Tchirkpambo  
 Komei, éleveur — Napembo  
 Dolla, éleveur — Napembo  
 Niwiré, éleveur — Napembo  
 Kidjadé, éleveur — Kinassiou  
 Sitti, éleveur — Kinassiou  
 Lakpimbi, éleveur — Toguel  
 Bissam, éleveur — Didjarbo  
 Djatchan, éleveur — Didjarbo  
 Djindjiré, éleveur — Nargbal  
 Nakoudja, éleveur — Djaampil  
 Pagui, éleveur — Biwassabe

Sanghan, éleveur — Takpapembou  
 Ounimborgui, éleveur — Guérin-Kouka  
 Ounadé, éleveur — Guérin-Kouka  
 Ouakamé, éleveur — Guérin-Kouka,  
 Koubli Yatchoré, éleveur — Naurébé  
 Gani Mossi, éleveur — Keuragan  
 Koussouné, éleveur — Tchabole,  
 Makan, éleveur — Tchabole,  
 Djagré, éleveur — Wagame  
 Oudjan, éleveur — Wagame  
 Tchindo, éleveur — Nampo  
 Bolpé, éleveur — Kpalbo  
 Kourghan, éleveur — Koumie  
 Poupaté, éleveur — Kissamonsiou  
 Djodi, éleveur — Guérin-Kouka  
 Guézéré Tchoumon, éleveur — Natchipil  
 Doti Kaou, éleveur — Natchipil  
 Aléhéri, éleveur — Natchipil  
 Oumadja, éleveur — Gbangbalé  
 Meida, éleveur — Djobogou  
 Komi, éleveur — Koulifiègou  
 Ybli, éleveur — Koulifiègou  
 Alaguibé, éleveur — Koulifiègou  
 Yaou, éleveur — Koulifiègou  
 Djabaré, éleveur — Koulifiègou  
 Nasson, éleveur — Koulifiègou  
 Biguiriné, éleveur — Djandjabou  
 Yaou, éleveur — Kpankpandé  
 Kamada, éleveur — Kpankpandé  
 Bilabonné, éleveur — Kpankpandé  
 Ouka, éleveur — Kpankpandé  
 Bakpak, éleveur — Kadogou  
 Koussandja, éleveur — Kadogou  
 Djagri, éleveur — Kadogou  
 N'tchola, éleveur — Kadogou  
 Oufo, éleveur — Kadogou  
 Méwi, éleveur — Kadogou  
 Fabri, éleveur — Nawakou  
 Lambané, éleveur — Nawakou  
 Monsila, éleveur — Nawakou  
 Nakpana, éleveur — Nawakou  
 Koffi, éleveur — Kara  
 Bakando, éleveur — Kara  
 Inaboukpi N'koh, éleveur — Inaboupi  
 Badjité, éleveur — Iboundjo  
 Ouyobo, éleveur — Itoutchan  
 Polgnimé, éleveur — Itoutchan  
 N'yauré, éleveur — Itoutchan  
 Tablibé, éleveur — Ghanguile  
 Yarkandja, éleveur — Ghanguile  
 Billou, éleveur — Natchipil  
 Séki, éleveur — Natchipil  
 Bamonné, éleveur — Natchipil  
 Kpapi, éleveur — Nabibe  
 Bitcha, éleveur — Nabibe  
 Kondo, éleveur — Igbétab  
 Tamandja, éleveur — Teura  
 Nankporé, éleveur — Boumbaré  
 Yarsoré, éleveur — Boumbaré  
 Koussandja, éleveur — Toni  
 N'kobé, éleveur — Casseman  
 Nadjo, éleveur — Nabouri

N'diman, éleveur — Kidjaboun  
 Gnamala, éleveur — Kidjaboun  
 N'sitchan, éleveur — Kidjaboun  
 Oubadja, éleveur — Tapoun  
 Oudjakpa, éleveur — Tapoun  
 Naroupo, éleveur — Tapoun  
 Gnaforé, éleveur — Tapoun  
 N'doulchana, éleveur — Petab  
 Timobé, éleveur — Petab  
 Péghané, éleveur — Djakpagnon  
 Kao, éleveur — Nassibiki  
 Makaté, éleveur — Satchalé  
 Latché, éleveur — Kissabouini  
 Nabaré, éleveur — Ikpassouné  
 Wamoné, éleveur — Ikpassouné  
 N'talbé, éleveur — Ikpassouné  
 Salmon, éleveur — Kpapolpo  
 Bidikula, éleveur — Kpapolpo  
 Asso Touma, éleveur — Nouhoulmé  
 Diko Sima, éleveur — Nouhoulmé  
 Asso Tasso, éleveur — Nouhoulmé  
 Diko Djato, éleveur — Nouhoulmé  
 Arouna, éleveur — Koutégou  
 Mahama Djodi, éleveur — Natchiboré  
 Touraba Sounera, éleveur — Natchiboré  
 Tadouré, éleveur — Natchiboré  
 Salmon Touta, éleveur — Natchiboré  
 Anara, éleveur — Gnitine  
 Poupaté, éleveur — Namon  
 Bani Doko, éleveur — Namon  
 Gobi Zindjina, éleveur — Nawalo  
 Matchi, éleveur — Nawalo  
 Djobo, éleveur — Nawalo  
 Issopagna, éleveur — Nawalo  
 Daré, propriétaire rural — Bikotibé  
 Tchotchoco, propriétaire rural — Binaparba  
 Gnandi, propriétaire rural — Binawaliba  
 Dogo, propriétaire rural — Lama  
 Bani, propriétaire rural — Lama  
 Demon, propriétaire rural — Lama  
 Belko, propriétaire rural — Lama  
 Démon (II), propriétaire rural — Lama  
 Aléa, propriétaire rural — Lama  
 Sidiu, propriétaire rural — Lama  
 Samaou, propriétaire rural — Naboboun  
 Gafou, propriétaire rural — Naboboun  
 Djobé, propriétaire rural — Kassou  
 Sébo, propriétaire rural — Kassou  
 Kao, propriétaire rural — Kassou  
 Tessi, propriétaire rural — Tchotikou  
 Tchedre, propriétaire rural — Tchotikou  
 Sabi, propriétaire rural — Tchotikou  
 Duidado, propriétaire rural — Tchotikou  
 Tayirou, propriétaire rural — Tchotikou  
 Modibo, propriétaire rural — Tchotikou  
 Azoumarou, propriétaire rural — Tchotikou  
 Ogoro, propriétaire rural — Tchotikou  
 Guezeze, propriétaire rural — Tchatchamidé  
 Lantame, propriétaire rural — Kalanga  
 Assoumanou, propriétaire rural — Kalanga  
 Djato, propriétaire rural — Kalanga  
 Tchedre, propriétaire rural — Kankpanlé



Alakpa, propriétaire rural — Didjoyiré  
 Boukari, propriétaire rural — Didjoyiré  
 Lambone, propriétaire rural — Kpandja  
 Niliyonne, propriétaire rural — Kpabolé  
 Sakaara, propriétaire rural — Kpabolé  
 N'Djoyi, propriétaire rural — Bikoulkpambé  
 Ninobe, propriétaire rural — Biwoulpre  
 Tambonguele, propriétaire rural — Garba  
 Mounassoune, propriétaire rural — Tchalé  
 Ouyi, propriétaire rural — Possao  
 Bissan, propriétaire rural — Kandjock  
 Daknin, propriétaire rural — Kpatalbe  
 Kansodo, propriétaire rural — Bassari  
 Kouloun Baromna, propriétaire rural — Bassari  
 Douti Gnandi, propriétaire rural — Bassari  
 Kidatcharou, propriétaire rural — Nawalo  
 Naddjo, propriétaire rural — Kpadjolé  
 Djai, propriétaire rural — Biknandjibé  
 Nadjare, propriétaire rural — Bikpandjibé  
 Bondah, propriétaire rural — Bikpandjibé  
 Mandjime, propriétaire rural — Orip  
 N'Djaman, propriétaire rural — Orip  
 Ouadja, propriétaire rural — Orip  
 Yaou, éleveur — Nawalou  
 Boukari, éleveur — Langa  
 Adjenehou, éleveur — Langa  
 Dalare, éleveur — Nawaré  
 Goulo, éleveur — Lidjoblibo  
 Tagoul, éleveur — Kpalé  
 Dana, éleveur — Kpalé  
 Brawo, éleveur — Kiboabou  
 N'Djarbi, éleveur — Issandjapo  
 Nakoudja, éleveur — Nangbompou  
 Timoulkin, éleveur — Bondido  
 N'Tchime, éleveur — Nagnène  
 N'Koufime, éleveur — Tagnamboule  
 Bimba, éleveur — Kignankare  
 Ouwe, éleveur — Namghombou  
 Sariya, éleveur — N'Sandjabou  
 Babile, éleveur — Nayile  
 Moube, éleveur — Nampoa

#### CIRCONSCRIPTION DE DAPANGO

##### Section agricole — 4<sup>e</sup> catégorie

Yentoudje Mondo, propriétaire rural — Dapango  
 Yandja Namelite, propriétaire rural — Dapango  
 Kountondja Kanfitini, propriétaire rural — Dapango  
 Toitre Barnabo, propriétaire rural — Dapango  
 Sanwogou Lamboni, propriétaire rural — Dapango  
 Yenham Labdiedo, propriétaire rural — Dapango  
 Kombate Tiem, propriétaire rural — Dapango  
 Ebli Odanou, propriétaire rural — Dapango  
 Tambaté Kombaté, propriétaire rural — Dapango  
 Nandouk Kombaté, propriétaire rural — Dapango  
 Kolani Gnoame, propriétaire rural — Dapango  
 Kombaté Laré, propriétaire rural — Dapango  
 Pampanja Yename, propriétaire rural — Dapango  
 Douti Djafogue, propriétaire rural — Dapango  
 Laré Badjaré, propriétaire rural — Dapango  
 Laré Baté, propriétaire rural — Dapango

Kombougou Dambre, propriétaire rural — Dapango  
 Namoune Gbegneretane, propriétaire rural — Dapango  
 Djakpere Goungona, propriétaire rural — Dapango  
 Maridja Yentague, propriétaire rural — Dapango  
 Kampatibe Bomboma, propriétaire rural — Dapango  
 Yenham Nantchougli, propriétaire rural — Dapango  
 Amidou Maridja, propriétaire rural — Dapango  
 Mintre Amadou, propriétaire rural — Dapango  
 Amidou Adou, propriétaire rural — Dapango  
 Douti Djatoti, éleveur — Margou  
 Kombaté Kolani, éleveur — Tanmougou  
 Lapoli Kolani, éleveur — Tanmougou  
 Laré Douti, éleveur — Kadjagoungoun  
 Nakoti Douti, éleveur — Nakoti Douti  
 Kanfoire, éleveur — Dapango  
 Liktingue Douti, éleveur — Dapango  
 Kondjegou Kolani, éleveur — Nano  
 Djadame Kangnagou, éleveur — Nano  
 Douti Kolani, éleveur — Nano  
 Monsengue Koura, éleveur — Moak  
 Karmassiegou Douti, éleveur — Molbague  
 Pangue Douti, éleveur — Yomone  
 Kamongue Laré, éleveur — Nakpague  
 Djamone Gbanbonne, éleveur — Kpemkparbague  
 Manongue, éleveur — Mire  
 Douti Kombaté, éleveur — Nampanti  
 Douti, éleveur — Nampanti  
 Kombomgnoutm Kolani, éleveur — Lokpano  
 Djone Kolani, éleveur — Brouk  
 Douti Kombaté, éleveur — Konkogou  
 Dabre Douti, éleveur — Matougou  
 Namati Kolani, éleveur — Matougou  
 Laré Koguibe, éleveur — Sangou  
 Kombate Botre, éleveur — Bakokos  
 Tchambo Kolani, éleveur — Malagou  
 Kouryone Kolani, éleveur — Doukpergou  
 Lamiere Nandiegou, éleveur — Sirbagou  
 Djentine Laré, éleveur — Djapabor  
 Gaote Noalni, éleveur — Pana  
 Kpadjoa, éleveur — Djabargou  
 Lamboni Laré, éleveur — Mandiaré  
 Kombaté Gnanga, éleveur — Soungou  
 Laré Djargue, éleveur — Boulougou  
 Doumougou Lamboni, éleveur — Loimbéne  
 Kammoidjoare Lamboni, éleveur — Loimbéne  
 Mounle Kolani, éleveur — Bogou  
 Leni, éleveur — Sidjiti  
 Siangou, éleveur — Sidjiti  
 Laré Lamboni, éleveur — Kpinkpague  
 Chaumail, éleveur — Outilté  
 Koudja, éleveur — Atalote  
 Djawara, éleveur — Atalote  
 Dou Lore, éleveur — Atalote  
 Zinguina, éleveur — Atalote  
 Karimpo, éleveur — Pangouda  
 Daoudou, éleveur — Daoudou  
 Djonhoro, éleveur — Daoudou  
 Leni, éleveur — Daoudou

Yero, éleveur — Daoudou  
 Agnarou, éleveur — Daoudou  
 Kpekam, éleveur — Daoudou  
 Asso, éleveur — Ossacré  
 Bassamon, éleveur — Ossacré  
 Soubabea, éleveur — Ossacré  
 Soumalla, éleveur — Ossacré  
 Djato, éleveur — Ossacré  
 Asso Djoumo, éleveur — Ossacré  
 Adjeo, éleveur — Ossacré  
 Lema, éleveur — Ossacré  
 Seydou Yéro, éleveur — Ossacré  
 Tchikri, éleveur — Ossacré  
 Oumana, éleveur — Koutougou  
 N'Tchekpakou, éleveur — Koutougou  
 Kougankou, éleveur — Koutougou  
 N'Tche, éleveur — Tapounté  
 N'Tcha, éleveur — Tapounté  
 Samtinata, éleveur — Tapounté  
 Douwokpakou, éleveur — Warampo  
 Tchamon, éleveur — Wartéma  
 Lembar, éleveur — Wartéma  
 Omorou, éleveur — Wartéma  
 N'Tcha, éleveur — Ototouba  
 Nata, éleveur — Ototouba  
 Sabi Mama, éleveur — Tangbampiéni  
 Patekou, éleveur — Tapounté  
 Kounde, éleveur — Wartéma  
 Bouli Yobi, éleveur — Tangbampiéni  
 Sambo Djaba, éleveur — Tangbampiéni  
 N'Tcha Kpagou, éleveur — Bassakpamba  
 Payeni, éleveur — Batotouba  
 M'Poh, éleveur — Bataba  
 Kpakou, éleveur — Bataba  
 Amadou, éleveur — Natapoli  
 Berral, éleveur — Natapoli  
 Dogo, éleveur — Koufidougou  
 Djaba, éleveur — Koufidougou  
 Domon, éleveur — Koufidougou  
 N'Da N'Tcha, éleveur — Koufidougou  
 Tchama, éleveur — Dapemoukotoh  
 Takpata, éleveur — Gnigou  
 Sabi Tchollé, éleveur — Solla  
 Lagna, éleveur — Namangou  
 Gambi, éleveur — Namangou  
 Sambo Doungs, éleveur — Namangou  
 Doungou, éleveur — Namangou  
 Djamonde, éleveur — Namangou  
 Laya, éleveur — Namangou  
 Naba, éleveur — Kourago  
 Koik, éleveur — Kourago  
 Berral Korido, éleveur — Naki-Ouest  
 Lalle, éleveur — Nayenga  
 Sanlori, éleveur — Nayenga  
 Boukari, éleveur — Nayenga  
 Yengari, éleveur — Nayenga  
 Djamongou, éleveur — Nayenga  
 Yoidehori, éleveur — Karyta  
 Boulo, éleveur — Karyta  
 Tchoukelele, éleveur — Kongo  
 Mato, éleveur — Kongo  
 Riku, éleveur — Kongo

A'i, éleveur — Kongo  
 Sambo, éleveur — Kongo  
 Monba, éleveur — Bassoutigou  
 Bounere, éleveur — Bassoutigou  
 Manto, éleveur — Talongue  
 Laya, éleveur — Loguiti  
 Yobi, éleveur — Tchandanina  
 Djamongou Amadou, éleveur — Tinguilyouré  
 Kolido, éleveur — Nandjaga  
 Yarga, éleveur — Nandjaga  
 — Sambo, éleveur — Nandjaga  
 Kassa, éleveur — Sabiliani  
 Barre, éleveur — Farinangue  
 Satougou, éleveur — Djonbougou  
 Kouma, éleveur — Gnobadjoani  
 Kayaba, éleveur — Namaré  
 Altiney, éleveur — Nakorgou  
 Youmandi, éleveur — Konkommoni  
 Gormanga, éleveur — Nadjoundi  
 Gani, éleveur — Fanworgou  
 Berral, éleveur — Toudjenga  
 Bedare Bonkano, éleveur — Borra  
 Berra, éleveur — Borra  
 Sambiani, éleveur — Babigou  
 Djoulde, éleveur — Babigou  
 Djabalou, éleveur — Babigou  
 Djambedo, éleveur — Babigou  
 Moussa, éleveur — Babigou  
 Moumouni Boukari, éleveur — Bogou  
 Pathe Poulo, éleveur — Bogou  
 Moumouni Sambo, éleveur — Bombouaka  
 Yero Sambo, éleveur — Tambango  
 Moumouni Yéro, éleveur — Sougou  
 Adi, éleveur — Toulougué  
 Boukari Mamoudou, éleveur — Toulougué  
 Diko Rickou, éleveur — Toulougué  
 Talata Ladago, éleveur — Toulougué  
 Longou, éleveur — Toulougué  
 Bouniti, éleveur — Toulougué  
 Kerim, éleveur — Waganti  
 Gazre, éleveur — Waganti  
 Sambo, éleveur — Waganti  
 Daoudou, éleveur — Waganti  
 Medjaka, éleveur — Nioukpourma  
 Idrissa, éleveur — Mandine  
 Idrissa, éleveur — Goani  
 Djahad'é, éleveur — Kourdjoik  
 Ada, éleveur — Yanyane  
 Tomoambou, éleveur — Yanyane  
 Djahadje, éleveur — Pana  
 Lalle, éleveur — Panabagou  
 Daoudou, éleveur — Panabagou  
 Amadou, éleveur — Bondjoré  
 Yéro Haram, éleveur — Molbagou  
 Tchiemo, éleveur — Molbagou  
 Danto, éleveur — Gbanwague  
 Yéro Djahadjê, éleveur — Bidjenga  
 Kappy, éleveur — Kpadoine  
 Doubongue, éleveur — Tambinga  
 Boukari, éleveur — Nassague  
 Doka Haidjo, éleveur — Nayargou

Beidi Nabagou, éleveur — Moak  
 Panga Gnato, éleveur — Nassiégu  
 Yempadou Sambo, éleveur — Sissiak  
 Lally Dempo, éleveur — Poukpergue  
 Lally Deydou, éleveur — Kourmatk-Mire  
 Yéro Sambo, éleveur — Tampièlme  
 Boukari, éleveur — Tampièlme  
 Lamboni Kari Samandé, éleveur — Tampièlme  
 Kouri Samane, éleveur — Tampièlme  
 Amadou Soumayi, éleveur — Tampièlme  
 Sambo Bissime, éleveur — Kpenkparbague  
 Djoulde Tangode, éleveur — Kpenkparbague  
 Djoulde Souba, éleveur — Kpenkparbague  
 Molly Gani, éleveur — Kpenkparbague  
 Pathé Yéro, éleveur — Kpenkparbague  
 Amadou, éleveur — Kpenkparbague  
 Bouraïma Yéro, éleveur — Yokpati  
 Berral Gando, éleveur — Boadé  
 Hama Djahadje, éleveur — Boadé  
 Moussa, éleveur — Boadé  
 Djidade Boukari, éleveur — Boadé  
 Sambo Garnébi, éleveur — Boadé  
 Yamba Yobi, éleveur — Boadé  
 Yembla, éleveur — Boadé  
 Laya Ali, éleveur — Boadé  
 Selle Gani, éleveur — Boadé  
 Bolli Zoungou, éleveur — Boadé  
 Sako, éleveur — Koutizouga  
 Kadri, éleveur — Gouloungoushi  
 Boukari, éleveur — Gouloungoushi  
 Zabrewounde, éleveur — Gouloungoushi  
 Salami Dramani, éleveur — Gouloungoushi  
 Nintchiema Timaban, éleveur — Gouloungoushi  
 Zoure Yaba, éleveur — Gouloungoushi  
 Noaga Kourido, éleveur — Gouloungoushi  
 Souba, éleveur — Cinkassé  
 Daoudou, éleveur — Cinkassé  
 Larabou Berral, éleveur — Cinkassé  
 Bingou, éleveur — Cinkassé  
 Laré, éleveur — Karbiéga  
 Hariste Haram, éleveur — Nagbangou  
 Noaga, éleveur — Nagbangou  
 Haram Moumouni, éleveur — Nagbangou  
 Djoulbe Sambo, éleveur — Nansongui  
 Adou, éleveur — Nansongui  
 Youmandi Djidado, éleveur — Kouryentré  
 Matcha Djibril'a, éleveur — Kouryentré  
 Ada, éleveur — Kouryentré  
 Moussa Yéro, éleveur — Kouryentré  
 Ahidjo, éleveur — Kouryentré  
 Moumouni, éleveur — Kouryentré  
 Pathé, éleveur — Kouryentré  
 Rickou, éleveur — Matiga  
 Yentema, éleveur — Matiga  
 Koundja, éleveur — Matiga  
 Kassa, éleveur — Matiga  
 Kouma, éleveur — Matiga  
 Djatcano, éleveur — Matiga  
 Iongou, éleveur — Matiga  
 Bagare, éleveur — Matiga  
 Amadou, éleveur — Matiga  
 Assa, éleveur — Matiga

Nari, éleveur — Kpangou  
 Sandja, éleveur — Kpangou  
 Tchambo, éleveur — Koutouri  
 Lendi, éleveur — Koutouri  
 Tchopoga, éleveur — Koutouri  
 Omorou, éleveur — Dampiengou  
 Djamrego, éleveur — Dampiengou  
 Souba, éleveur — Dampiengou  
 Barry Bouraïma, éleveur — Dampiengou  
 Alteney, éleveur — Dampiengou  
 Adama, éleveur — Dampiengou  
 Pathé, éleveur — Namortengou  
 Sambo Mango, éleveur — Kongbadi  
 Adou Seydou, éleveur — Kongbadi  
 Bondi, éleveur — Kongbadi  
 Alarba, éleveur — Sibortoti  
 Gall-Bogou, éleveur — Sibortoti  
 Adou, éleveur — Sibortoti  
 Assoumana, éleveur — Sibortoti  
 Worde, éleveur — Sibortoti  
 Yandjoa, éleveur — Nassabé  
 Soumai, éleveur — Nassabé  
 Bargui, éleveur — Nassabé  
 Sambo Youmandi, éleveur — Bommongou  
 Amadou Kado, éleveur — Tantigou  
 Pathé, éleveur — Tantigou  
 Barry Baritsé, éleveur — Tantigou  
 Pathé Yéro, éleveur — Nabotchago  
 Bedouma, éleveur — Babona  
 Nihouri Goro, éleveur — Sotiga  
 Djede, éleveur — Dapankpergou  
 Berral, éleveur — Koutongoubongou  
 Tchammangou, éleveur — Koutongoubongou  
 Tchamba Nadjo, éleveur — Koutongoubongou  
 Gani, éleveur — Toaga  
 Assane, éleveur — Toaga  
 Kadogora, éleveur — Napare  
 Yempapou Djouka, éleveur — Karsomme  
 Berral, éleveur — Karsomme  
 Siguiya, éleveur — Nagbangou  
 Sambo, éleveur — Nagbangou  
 Yanangue, éleveur — Tossigou  
 Kappy, éleveur — Kantindi  
 Bargui, éleveur — Kantindi  
 Seyni, éleveur — Kantindi  
 Bouraïma, éleveur — Kantindi  
 Assoumana, éleveur — Kantindi  
 Samba Moussa, éleveur — Kantindi  
 Goro Amadou, éleveur — Kantindi  
 Gouandjoga, éleveur — Donga  
 Omorou, éleveur — Donga  
 Seyni, éleveur — Donga  
 Sidjia, éleveur — Donga  
 Boiyabou, éleveur — Yéro  
 Sambo Laya, éleveur — Dakpanti  
 Nagbani Samabo, éleveur — Dakpanti  
 Rickou Belko, éleveur — Dakpanti  
 Yéro Kamanaba, éleveur — Bagniama  
 Wourako Wogo, éleveur — Bagniama  
 Seyni Arzouma, éleveur — Bagniama  
 Moussa Sambo, éleveur — Bagniama  
 Sambo Thomas, éleveur — Bagniama

Sambo Yérima, éleveur — Mandjoti  
 Billa Seydou, éleveur — Nagbandja  
 Soïna, éleveur — Nagbandja  
 Lamoussi, éleveur — Nagbandja  
 Ada Djibo, éleveur — Babouna  
 Koussaga, éleveur — Babouna  
 Mintre, éleveur — Touomonni  
 Yérima, éleveur — Korbongou  
 Maridja, éleveur — Korbongou  
 Passiba, éleveur — Korbongou  
 Youmandi, éleveur — Korbongou  
 Moussa, éleveur — Korbongou  
 Mobila, éleveur — Korbongou  
 Falaka, éleveur — Korbongou  
 Yendaga Poussa, éleveur — Korbongou  
 Tindangan Doukpenni, éleveur — Korbongou  
 Yemba Natchinbato, éleveur — Korbongou  
 Koudougou, éleveur — Gouandjoga  
 Boukari, éleveur — Gouandjoga  
 Moumouni, éleveur — Gouandjoga  
 Sambo, éleveur — Gouandjoga  
 Yokari, éleveur — Afounga  
 Bounti Lerou, éleveur — Afounga  
 Hado, éleveur — Afounga  
 Moussa Amadou, éleveur — Afounga  
 Gouga, éleveur — Tantoga  
 Yempapou, éleveur — Tantoga  
 Beidi, éleveur — Tantoga  
 Arzouma, éleveur — Tantoga  
 Hamadjiti Altiney, éleveur — Tantoga  
 Hogo, éleveur — Tantoga  
 Mohamed, éleveur — Oubitinligou  
 Tonga Sanou, éleveur — Oubitinligou  
 Sambo, éleveur — Lotogou  
 Kounkouré, éleveur — Tambangou  
 Boukare, éleveur — Tammatougou  
 Djama Jean, éleveur — Tammatougou  
 Bogo, éleveur — Tammatougou  
 Alarba, éleveur — Tammatougou  
 Yérima, éleveur — Tammatougou  
 Nouffou, éleveur — Tammatougou  
 Ada, éleveur — Batibogou  
 Alou, éleveur — Kankangou  
 Djamonli, éleveur — Djambégou  
 Sambo, éleveur — Sawagou  
 Bédaré, éleveur — Nayéga  
 Natchimo, éleveur — Nayéga  
 Tchankoma, éleveur — Mandori  
 Aldjouma, éleveur — Mandori  
 Sambo, éleveur — Mandori  
 Natchadja, éleveur — Mandori  
 Yérima, éleveur — Mandori  
 Sambo, éleveur — Mandori  
 Tondja, éleveur — Mandori  
 Yérima, éleveur — Donga  
 Aldouma, éleveur — Donga  
 Djato, éleveur — Donga  
 Tchamimangou, éleveur — Donga  
 Moumouni, éleveur — Donga  
 Alteney, éleveur — Boulgou  
 Bombogou, éleveur — Boulgou  
 Sidjia, éleveur — Boulgou

Yobi, éleveur — Tambigou  
 Wardo, éleveur — Douali  
 Amadou, éleveur — Douali  
 Tondja, éleveur — Namounfaré  
 Assoumanou, éleveur — Namounfaré  
 Tchankoma, éleveur — Djotoh  
 Amadi, éleveur — To'a  
 Dotire, éleveur — Tchimmouli  
 Donto, éleveur — Tchimmouli  
 Abdoulaye, éleveur — Djabatoti  
 Dembo, éleveur — Djabatoti  
 Yérima, éleveur — Djabatoti  
 Ousmanne, éleveur — Banaganti  
 Kondja, éleveur — Gbanga  
 Kaddel, éleveur — Todjogou  
 Tchisso, éleveur — Todjogou  
 Maounde, éleveur — Pognon  
 Yempapou, éleveur — Djagniendjoga  
 Kangbeni, éleveur — Tambonga  
 Sambo Gadoga, éleveur — Nadingou  
 Dogo, éleveur — Nadingou  
 Ledi Madi, éleveur — Nadingou  
 Kounouga Donto, éleveur — Nadingou  
 Berral, éleveur — Nadingou  
 Moumouni Donti, éleveur — Nadingou  
 Baouma Djoulé, éleveur — Nadingou  
 Yéro Djagba, éleveur — Kpempbondi  
 Yéro Yamba, éleveur — Kpempbondi  
 Kayaba, éleveur — Kpempbondi  
 Bangaro, éleveur — Kpempbondi  
 Sambo Moellé, éleveur — Naloiti  
 Laya, éleveur — Naloiti  
 Pathé, éleveur — Na'oiti  
 Konde, éleveur — Malgbangou  
 Boukari, éleveur — Warkambou  
 Koundja, éleveur — Warkambou  
 Tampoule Flani, éleveur — Warkambou  
 Koundja, éleveur — Koulbigou  
 Moalli Berral Lallé, éleveur — Koulbigou  
 Moussa, éleveur — Naubonga  
 Barque Doka, éleveur — Naubonga  
 Lompo, éleveur — Naubonga  
 Amadou, éleveur — Tambissougou  
 Tchibsa, éleveur — Bonguedoré  
 Falaka, éleveur — Tampièlique  
 Youga, éleveur — Koulbigou  
 Welende, éleveur — Kpentindjoaga  
 Niguilo, éleveur — Yékou  
 Amadou, éleveur — Panchéri  
 Souba, éleveur — Panchéri  
 Yobi, éleveur — Bouldjori  
 Djabalo, éleveur — Bouldjori  
 Djabare, éleveur — Kontaga  
 Berral, éleveur — Bagal  
 Moumouni, éleveur — Bagal  
 Djidado, éleveur — Bagal  
 Yobi, éleveur — Tériga  
 Bligui, éleveur — Tériga  
 Boato, éleveur — Nataré  
 Abdou, éleveur — Nataré  
 Assai, éleveur — Kankampiéni  
 Fobendja, éleveur — Nambonga

Djakoni, éleveur — Nambonga  
 Yobi, éleveur — Fobenga  
 Sambo, éleveur — Fobenga  
 Kondi, éleveur — Fobenga  
 Bolbiga, éleveur — Fobenga  
 Goumbiri, éleveur — Bora  
 Yamba, éleveur — Bora  
 Djadje, éleveur — Bora  
 Bouraima, éleveur — Bora  
 Worako, éleveur — Bora  
 Tchendo, éleveur — Bora  
 Nobila, éleveur — Bora  
 Noga, éleveur — Bora  
 Sabou Moussa, éleveur — Bora  
 Koundja, éleveur — Bora  
 Lansongui, éleveur — Bora  
 Djombli Youmandi, éleveur — Tchégré  
 Balogo Poisongui, éleveur — Poisongui  
 Djidda, éleveur — Poisongui  
 Yéro Boukari, éleveur — Poisongui  
 Gole, éleveur — Tami  
 Gado, éleveur — Gbengbentcha  
 Bedouma, éleveur — Gbengbentcha  
 Sadjo, éleveur — Gbengbentcha  
 Yamba, éleveur — Konkongou  
 Beidi, éleveur — Konkongou  
 Laya, éleveur — Konkongou  
 Yéro, éleveur — Tanlongui  
 Berral, éleveur — Tanlongui  
 Koundja Sambo, éleveur — Tanlongui  
 Boukari, éleveur — Natcharé  
 Sambo, éleveur — Natcharé  
 Kouma, éleveur — Wangbanne  
 Natchoundo, éleveur — Wangbanne  
 Youmande, éleveur — Kouagou  
 Sambo, éleveur — Mandjoate  
 Kassa, éleveur — Sablèni  
 Djidda, éleveur — Sablèni  
 Tchankonga Djouldé, éleveur — Sablèni  
 Tougbeme, éleveur — Nanoigbanne  
 Djalogou Douti, éleveur — Nanoigbanne  
 Sibiti, éleveur — Nagare  
 Kakouri, éleveur — Konkongbanne  
 Aoudi, éleveur — Nak-Yiégu  
 Konsatidja Kappy, éleveur — Namoundjoaga  
 Gbawouri, éleveur — Namoundjoaga  
 Sambo Tantandja, éleveur — Namoundjoaga  
 Nobila Garma, éleveur — Namoundjoaga  
 Abou, éleveur — Namoundjoaga  
 Djakouto, éleveur — Namoundjoaga  
 Djato, éleveur — Tambonga  
 Balatidja Kombaté, éleveur — Tambonga  
 Soumai, éleveur — Nanergou  
 Djimongou, éleveur — Nanergou  
 Moussa, éleveur — Nanergou  
 Djibrilla, éleveur — Nanergou  
 Garibou, éleveur — Nanergou  
 Kobo, éleveur — Nanergou  
 Rickou, éleveur — Djepiéni  
 Pathé Sidja, éleveur — Djepiéni  
 Djanga Mintré, éleveur — Papri  
 Pathé Pampani, éleveur — Toumporgou

Goro Pampani, éleveur — Toumporgou  
 Baloga Mamadou, éleveur — Toumporgou  
 Sadjo Sakagou, éleveur — Toumporgou  
 Gani Féligou, éleveur — Toumporgou  
 Laya Targanga, éleveur — Toumporgou  
 Moumouni Sagoh, éleveur — Toumporgou  
 Koussaga Soumai, éleveur — Kpendjaga  
 Yembila Soumai, éleveur — Kpendjaga  
 Djidado, éleveur — Kpendjaga  
 Yacoubou, éleveur — Kpembondi  
 Donto, éleveur — Kpembondi  
 Djakouti, éleveur — Nadjou  
 Poussi Sankago, éleveur — Nadjou  
 Bague, éleveur — Nadjou  
 Djengre, éleveur — Nadjou  
 Gall-Worde, éleveur — Kompanti  
 Yérima, éleveur — Kompanti  
 Wendi Yéro, éleveur — Kompanti  
 Ychankouma, éleveur — Kompanti  
 Bougalla, éleveur — Kompanti  
 Lobo Soumai, éleveur — Kompanti  
 Barsa Pathé, éleveur — Bongongonna  
 Lona Yempagou, éleveur — Sanfatouti  
 Alfa, éleveur — Sanfatouti  
 Adama, éleveur — Sanfatouti  
 Lobo, éleveur — Sanfatouti  
 Tchiewouri Matcha, éleveur — Sanfatouti  
 Amadou, éleveur — Sanfatouti  
 Gamba Sabou, éleveur — Sanfatouti  
 Kombonga, éleveur — Sanfatouti  
 Banga, éleveur — Sanfatouti  
 Sambo Yéro, éleveur — Sanfatouti  
 Yamba Tidonti, éleveur — Tidonti  
 Boukari, éleveur — Tidonti  
 Sambo Bombodji, éleveur — Tidonti  
 Sambo Gordé, éleveur — Tidonti  
 Issa Yéro, éleveur — Margba  
 Yéro Soumai, éleveur — Margba  
 Soumai, éleveur — Lotogou  
 Djamondi Yobi, éleveur — Lotogou  
 Koundja, éleveur — Lotogou  
 Sadjo Tchibissa, éleveur — Lotogou  
 Yembilla, éleveur — Lotogou  
 Koma Pathé, éleveur — Lotogou  
 Youma, éleveur — Lotogou  
 Boukari Moumouni, éleveur — Lotogou  
 Koundja, éleveur — Lotogou  
 Kombaté Laré, éleveur — Dasouti  
 Boukari, éleveur — Dasouti  
 Soumai, éleveur — Nanigué  
 Moussa Kalamoulou, éleveur — Nanigué  
 Laré Laya, éleveur — Pokpera  
 Bounti Laré, éleveur — Magou  
 Djadje, éleveur — Magou  
 Amadou, éleveur — Tchanguï  
 Dourou Laya, éleveur — Tchanguï  
 Salkaré Haram, éleveur — Narach  
 Bedouma Yembandé, éleveur — Narach  
 Pathé, éleveur — Pomongue  
 Bousou Sanda, éleveur — Namangou  
 Assoumanou, éleveur — Namangou  
 Doula, éleveur — Lonlong

Sambo, éleveur — Lonlong  
 Berral Djabigou, éleveur — Namoundjoiti  
 Berral, éleveur — Lonlongou  
 Ali, éleveur — Lonlongou  
 Adou, éleveur — Lonlongou  
 Bedaré, éleveur — Lonlongou  
 Sambo, éleveur — Lonlongou  
 Worako, éleveur — Lonlongou  
 Noaga, éleveur — Babigou  
 Moussa, éleveur — Babigou  
 Berral, éleveur — Babigou  
 Noppy, éleveur — Babigou  
 Djambedo, éleveur — Mimminga  
 Djamdiko, éleveur — Mimminga  
 Tchopoli, éleveur — Mimminga  
 Kayaba, éleveur — Mimminga  
 Yaminti, éleveur — Garro  
 Yombo, éleveur — Garro  
 Kayaba, éleveur — Garro  
 El Hadj Pathé, éleveur — Garro  
 Sanite Boto, éleveur — Garro  
 Haram, éleveur — Garro  
 Nanga, éleveur — Garro  
 Yamba, éleveur — Garro  
 Altiney, éleveur — Garro  
 Amadou, éleveur — Tambaté  
 Bigaro, éleveur — Sankatissagou  
 Baredja, éleveur — Kpenkankanti  
 Yobi, éleveur — Bombaré  
 Siguiya Boubongui, propriétaire rural — Pana  
 Berra Nadjago, propriétaire rural — Borgou  
 Amidou Laya, propriétaire rural — Nadjondi  
 Kantindi Gani, propriétaire rural — Nampondjoga  
 Sambo Kampoua, propriétaire rural — Mandouri  
 Natchadja Paté, propriétaire rural — Nanergou  
 Djamongou, propriétaire rural — Nano  
 Djalate, propriétaire rural — Nioukpourma  
 Karimou, propriétaire rural — Timbou  
 Moussa, propriétaire rural — Lotogou  
 Boussa Moussa, propriétaire rural — Lotogou  
 Amadou Sambo, propriétaire rural — Koundjouaré  
 Yofa, propriétaire rural — Bidjenga  
 Kombaté Boguéléga, propriétaire rural — Loko  
 Kantane Kolani, propriétaire rural — Boukpergou  
 Laré Kolani, propriétaire rural — Lokpano  
 Kombaté Kolani, propriétaire rural — Goundoga  
 Douti Kolani, propriétaire rural — Nadjoundi  
 Yempapou Yembliémé, propriétaire rural — Nadjoundi  
 Fantangobre Koufinou, propriétaire rural — Sissiak  
 Laré Konkonmongou, propriétaire rural — Tamapialém  
 Kombaté Sanwogou, propriétaire rural — Tamobgué

#### CIRCONSCRIPTION DE LAMA-KARA

Belco Koumai, éleveur — Solla-Peulh  
 Samon Bawa, éleveur — Solla-Peulh  
 Tessi Samon, éleveur — Solla-Peulh  
 Samao Yakouba, éleveur — Solla-Peulh

Djakpo Bawa, éleveur — Solla-Peulh  
 Djobo Yakouba, éleveur — Solla-Peulh  
 Démon Kpélafia, éleveur — Ewéréléou-Peulh  
 Démon Soulé Assoh, éleveur — Ewéréléou-Peulh  
 Badalike Kpandjoa, éleveur — Kétau  
 Boni Kalifa, éleveur — Kétau-Peulh  
 Madougou Gaou, éleveur — Djawa  
 Djouwa Tchoumon, éleveur — Djawa  
 Guezere Baléri, éleveur — Djawa  
 Dahoudou Tarairou, éleveur — Djawa  
 Alfa Zakari, éleveur — Djawa  
 Adjenekou Sani, éleveur — Térouda-Peulh  
 Korda Bonni, éleveur — Térouda-Peulh  
 Korda Koutouba, éleveur — Térouda-Peulh  
 Amadou Djo-Ouro, éleveur — Térouda-Peulh  
 Djiddi Samao, éleveur — Kémériida-Peulh  
 Djenekou Kondon, éleveur — Kémériida-Peulh  
 Dahoudou Sidi, éleveur — Kémériida-Peulh  
 Sama Macthi, éleveur — Kémériida-Peulh  
 Djobo Kadri, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Bamory Yéro, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Saliou Yéro, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Djandji Assoh, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Yéro Kadri, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Djato Samao, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Kao Kadri, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Toumah Tessi, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Tessi Kouriga, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Sani Lémah, éleveur — Kpélawai-Peulh  
 Kacaricou Djobo, éleveur — Sirka-Peulh  
 Tomba Kadri, éleveur — Sirka-Peulh  
 Kpoi Gado, éleveur — Sirka-Peulh  
 Djato Baragou, éleveur — Djat  
 Kpoi Samao, éleveur — Djat  
 Djato Frakédjima, éleveur — Djat  
 Kpoi Asso, éleveur — Djat  
 Baoudou, éleveur — Kidjobou-Peulh  
 Babari Gaou, éleveur — Kidjobou-Peulh  
 Djobo Bourahi, éleveur — Kidjobou-Peulh  
 Tigah Dahoudou, éleveur — Tchitchao-Peulh  
 Broudi Mère, éleveur — Tchitchao-Peulh  
 Adah Samao, éleveur — Tchitchao-Peulh  
 Ferme Agricole, éleveur — Centre-Pilote  
 Yérigui Sabi, éleveur — Sara-Peulh  
 Adjenekou Adam, éleveur — Lama-Peulh  
 Samao Sidi, éleveur — Kawa-Peulh  
 Sidi Biagui, éleveur — Kawa-Peulh  
 Machi Tigal, éleveur — Pagouda  
 Namari Idrissou, éleveur — Pagouda  
 Abaltchan Koubaio, éleveur — Pagouda  
 Kparparassi Ytima, éleveur — Pagouda  
 Saliou Sabi, éleveur — Pagouda  
 Assoumanou Alfa, éleveur — Pagouda  
 Boukari Sambo, éleveur — Pagouda  
 Haram Laminga, éleveur — Pagouda  
 Dogo Yakassourou, éleveur — Pagouda  
 Samao Asso, éleveur — Pagouda  
 Démon Papaté, éleveur — Pagouda  
 Djoudoma Djadji, éleveur — Pessa-Peulh  
 Yéréui Samao, éleveur — Yerehui  
 Yéréui Gani, éleveur — Yerehui



Aliou Baba, éleveur — Yerehui  
 Bamassi Gnago, éleveur — Farendè-Bas  
 Take Kidangoré, éleveur — Farendè-Bas  
 Djida Niki, éleveur — Yaouboura-Peulh  
 Sabi Adjénékou, éleveur — Yaouboura-Peulh  
 Djida Gaodi Abolossosso, éleveur — Baré  
 Boni Kpanou, éleveur — Baré  
 Djida Kpélafia, éleveur — Baré  
 Kpanon Atagora, éleveur — Baré  
 Kpanou Néré, éleveur — Baré  
 Samaou Yérou, éleveur — Baré  
 Sikita Samon, éleveur — Baré  
 Djandji Balikou, éleveur — Baré  
 Sabi Samon, éleveur — Baré  
 Djanti Kao, éleveur — Baré  
 Balikou Djanti, éleveur — Baré  
 Djandji Boni Dogo, éleveur — Laouda-Peulh  
 Djato Kadri, éleveur — Laouda-Peulh  
 Djato Sabi, éleveur — Laouda-Peulh  
 Mangassi Dadja, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Matchi Koriko, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Djoukrer Donno, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Sabi Gaou, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Djodi Worgou, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Djato Gaou, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Gaou Djadi, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Modibo Matchi, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Kpalou Tonoumon, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Akei Donnon, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Djato Gaou, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Sabi Bédou, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Adjénékou Assoh, éleveur — Awendjéléou-Peulh  
 Ouro Agouda, éleveur — Lama-Kara  
 Kikpi Mamanh, éleveur — Lama-Kara  
 Diko Djèri, éleveur — Lama-Kara  
 Samao Domon, éleveur — Lama-Kara  
 Alibarika, éleveur — Lama-Kara  
 Djodi Démon, éleveur — Lama-Kara  
 Gobidjo Diko, éleveur — Lama-Kara  
 Tassou Dja-Djobo, éleveur — Lama-Kara  
 Botonou Adjénékou, éleveur — Lama-Kara  
 Sidi Gbané, éleveur — Lama-Kara  
 Biagui, éleveur — Lama-Kara  
 Atchokao Gaou, éleveur — Lama-Kara  
 Koriko Sabi, éleveur — Lama-Kara  
 Tikpi Soukaou, éleveur — Lama-Kara  
 Djoukéké Kakaricou, éleveur — Lama-Kara  
 Soukaou, éleveur — Lama-Kara  
 Gado, éleveur — Lama-Kara  
 Tchandja Siou, éleveur — Lama-Kara  
 Ani, éleveur — Lama-Kara  
 Dogo Djawa, éleveur — Lama-Kara  
 Samao Yobi, éleveur — Lama-Kara  
 Samao Boni, éleveur — Lama-Kara  
 Djato, Yobi, éleveur — Lama-Kara  
 Djauwa Modibo, éleveur — Lama-Kara  
 Tchâ-Djobo Samao, éleveur — Lama-Kara  
 Kouloum Yérigui, éleveur — Lama-Kara  
 Batascome Akossou, éleveur — Lama-Kara  
 Assih Albert, éleveur — Lama-Kara

### Intérim

N° 68-PR-INT- du 14-5-66 — M. N'Soukpoe Toulassi Alphonse, commissaire de police 1<sup>er</sup> échelon, directeur adjoint p.i. de la Sûreté Nationale, est chargé d'assurer l'intérim des fonctions de directeur de la Sûreté Nationale.

A ce titre et outre son traitement, l'intéressé percevra une indemnité mensuelle spéciale de sujétion de vingt mille francs.

### Maintien temporaire en activité

N° 65-PR du 14-5-66 — En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 61-26 du 16 mars 1961, M. Akpokli Charles, commissaire-divisionnaire de C.E., atteint par la limite d'âge et admis à la retraite, est maintenu en activité pour une période de trois (3) mois, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966.

A l'issue de cette période de trois (3) mois, M. Akpokli devra faire valoir ses droits à une pension de retraite.

N° 78-PR du 4-6-66 — En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 61-26 du 16 mars 1961, M. Johnson Kwaovi Gabriel, secrétaire d'administration principal de 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'administration générale, atteint par la limite d'âge et admis à la retraite, est maintenu en activité pour une période de trois (3) mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1966.

A l'issue de cette période de trois (3) mois, M. Johnson devra faire valoir ses droits à une pension de retraite.

### Suppression de secours scolaire

N° 74-PR-MEN du 23-5-66 — Est supprimé le secours scolaire de 100.000 francs cfa (cent mille francs cfa) accordé par arrêté n° 21-PR-MEN du 10 février 1966 à Mme Afoudji Rosemonde. — l'intéressée ayant déjà terminé ses études en France.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 41, article 2.

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

### Nomination

N° 76-PR-MDN du 1-6-66 — Le lieutenant Lawson Eugène est nommé directeur de l'établissement général des services des Forces Armées Togolaises, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1966.

Le lieutenant Lawson Eugène est comptable public et soumis aux dispositions des décret et règlement financiers de l'Etat.

Sa responsabilité est définie par le règlement financier et les règlements sur la comptabilité des matériels.

Le lieutenant Lawson Eugène est rattaché directement au directeur des services des Forces Armées Togolaises, délégué du ministre de la Défense Nationale pour l'exécution de sa mission telle qu'elle est définie à l'article 3 de l'arrêté n° 223-PR-MDN du 30 décembre 1965.

#### Engagement

N° 67-D-PR-MDN du 21-5-66 — M. Essien Bob est engagé comme agent non fonctionnaire des services administratifs en qualité de peintre-automobile à compter du 1<sup>er</sup> mai 1966 — 4<sup>e</sup> catégorie, échelle A.

Conformément à l'article II de l'arrêté n° 852-54-ITLS du 7 sept. 1954, l'intéressé est considéré comme en période de stage pendant six mois, à compter de la date de son engagement. A l'issue de cette période, il sera statué sur son sort; il fera, alors, l'objet d'une nouvelle décision. En l'absence de nouvelle décision, l'intéressé sera réputé confirmé dans son emploi.

#### Rectificatif

*RECTIFICATIF du 21-5-66 à la décision n° 115-D-PR-MDN du 16 juillet 1965 portant engagement sans limitation de durée de personnel non fonctionnaire du secteur public.*

#### Au lieu de :

M. Adombe Kokou Emmanuel est engagé comme agent non fonctionnaire des services administratifs en qualité de magasinier-auto à compter du 15 juin 1965 — 4<sup>e</sup> catégorie, échelle A.

#### Lire :

M. Adombe Kokou Emmanuel est engagé comme agent permanent des services administratifs en qualité d'employé de bureau à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1965 — 5<sup>e</sup> catégorie — échelle A.

Le reste sans changement.

### VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

**ARRETE N° 199-MF-MEN du 21-5-66 réglementant les cautions pour prêts de livres et matériels scolaires dans les établissements d'enseignement secondaire du Togo.**

LE VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu l'arrêté n° 82-MF du 13 août 1958;

Vu l'arrêté n° 96-MF-MEN du 16 septembre 1958 et textes subséquents;

Sur proposition du ministre de l'Education nationale,

#### ARRETE :

Article premier — Les élèves des établissements d'enseignement secondaire du Togo, en particulier :

- Lycée de Tokoin
- Collège Moderne de Sokodé
- Collège Technique de Sokodé
- Collège Technique de Lomé
- Ecole Normale d'Atakpamé
- Cours Complémentaires,

sont astreints à un versement de 1.000 francs en début d'année scolaire.

Art. 2 — Les fonds seront perçus par les régisseurs ou à défaut par le chef de l'établissement. Il sera remis à chaque partie versante une quittance tirée d'un registre à souches. Les quittanciers seront fournis et versés par le trésorier-payeur du Togo. Les quittances devront préciser la situation de l'élève (boursier ou non boursier).

Art. 3 — Les fonds ainsi recueillis seront versés chaque fin de mois à la caisse du trésorier-payeur du Togo ou à celle de l'agence spéciale du siège de l'établissement. Ils seront imputés à un compte ouvert au nom de l'établissement à une rubrique de correspondants du trésor: 33.02 «Dépôts au trésor sans intérêts— Divers organismes».

Art. 4 — En fin d'année scolaire, la somme de 250 frs pour les boursiers et 500 francs pour les non boursiers sera acquise au trésor.

Les élèves quittant définitivement l'établissement percevront la différence diminuée, s'il y a lieu, du montant des dégradations ou pertes constatées à leur rencontre.

Art. 5 — Les élèves poursuivant leurs études devront à chaque rentrée scolaire compléter le montant de la caution, la valeur du complément est déterminée après précompte de la contribution obligatoire annuelle et, le cas échéant, des dégradations.

Art. 6 — Les versements effectués en couverture des pertes et dégradations seront encaissés en recettes en atténuation de dépenses sur le chapitre qui aura à supporter les dépenses occasionnées par le remplacement des livres et matériels scolaires mutilés ou adossés.

Art. 7 — Toutes les dispositions antérieures contraires et en particulier l'arrêté numéro 96-MF-MEN du 16 septembre 1958 sont abrogées.

Art. 8 — Le trésorier-payeur et le chef du bureau des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 mai 1966

*Le Ministre des Finances et de l'Economie,*

P. le ministre des Finances et de l'Economie absent:

*Le ministre des Finances p. i.*

G. Apedo-Amah

**Autorisations de paiement**

N° 304-D-VP-MFE-F du 13-5-66 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent quatre vingt huit mille (588.000) francs cfa à verser au compte dépôt trésor numéro 97 (United Technical Assistance Contribution Account) à titre de la contribution du Togo aux dépenses locales des experts du programme ordinaire d'assistance technique pour l'année 1966.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3.

N° 312-D-VP-MFE-F du 13-5-66 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions (2.000.000) de francs cfa au profit de l'organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies «O.C.C.G.E.» à titre de la contribution du Togo aux dépenses de fonctionnement de cet organisme pour l'année 1966.

Cette somme sera mandatée au nom de l'agent comptable de l'OCCGE et virée au compte BIAO-agence de Bobo-Dioulasso numéro 16.001.000.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3, paragraphe 2.

N° 328-D-VP-MFE-F du 21-5-66 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf millions quatre cent quinze mille trois cent cinquante (9.415.350) francs cfa, à verser au compte dépôt trésor numéro 97 (United Technical Assistance Contribution Account) à titre de la contribution du Togo aux dépenses locales des experts du programme élargi d'assistance technique pour l'année 1966.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3.

**Subvention**

N° 311-D-VP-MFE-F du 13-5-66 — Une subvention de trois cent mille (300.000) francs cfa est accordée à la Croix Rouge togolaise au titre de l'année 1966.

Ladite subvention sera mandatée au nom de cet organisme et virée au compte numéro 9.230.019 à l'U.T.B. Lomé.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 39, article 4.

**Concession de pensions de retraite**

N° 197-VP-MFE-MF-CR du 13-5-66 — Une pension d'invalidité non imputable au service (pourcentage 54%) au montant annuel de quatre vingt six mille douze (86.012) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dohou Louis, agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 390) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> mars 1966.

M. Dohou Louis pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Rémi, né le 1<sup>er</sup> octobre 1949.

N° 201-VP-MFE-MF-CR du 26-5-66 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Koudogneto Egbessa (née Kpakpabia), épouse de M. Koudogneto Tchatcha, infirmier principal 1<sup>er</sup> échelon de la santé publique du Togo (indice 550, pourcentage 36%), décédé le 7 novembre 1964, une pension de veuve au taux annuel de quarante mille quatre cent trente deux (40.432) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1964.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension d'orphelin fixée à huit mille quatre vingt huit (8.088) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1964 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Roger, né le 30 décembre 1950  
 Claire, née le 12 août 1952  
 Marie, née le 6 septembre 1955  
 Julienne, née le 2 février 1957  
 Juliette, née le 2 février 1957  
 Léontine, née le 30 novembre 1958  
 Amélie, née le 29 décembre 1960  
 Justin, né le 2 août 1961  
 Jeanne, née le 10 mai 1962  
 Monique, née le 4 mai 1962  
 Miwa, née le 5 février 1963  
 Berthin, né le 5 septembre 1963.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Agba Tchao Marcel, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 205-VP-MFE-MF-CR du 26-5-66 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Djondo Egnokpo Amma (née Afonalou), épouse de M. Djondo Augustin, moniteur ordinaire hors classe de l'agriculture du Togo en retraite (indice 625, pourcentage 62%), décédé à Atakpamé le 15 octobre 1965, une pension de veuve au montant annuel de soixante dix neuf mille cent vingt huit (79.128) francs pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1965.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Sylvain, né le 17 février 1946  
 Marie, née le 12 mars 1948  
 Yves, né le 20 mars 1953

une pension d'orphelin fixée à quinze mille huit cent vingt huit (15.828) francs par an pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1965.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Djondo Komlan Omer, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

### Rectificatif

**RECTIFICATIF** du 13-5-66 à l'arrêté n° 613-VP-MFEP-MF-CR du 22 septembre 1965 portant révision d'une pension de veuve et d'orphelin :

#### Au lieu de :

Le montant annuel de cette pension temporaire d'orphelin est fixé à seize mille trois cent cinquante deux (16.352) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964 pour chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Kossiwa, née le 27 février 1944  
Anatole, né le 8 août 1949  
Mathilde, née le 27 février 1950  
Antoinette, née le 13 mai 1952  
Akoua, née le 7 avril 1954.

#### Lire :

Le montant annuel de cette pension temporaire d'orphelin est fixé à dix huit mille cent soixante huit (18.168) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964 pour chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Kossiwa, née le 27 février 1944  
Anatole, né le 8 août 1949  
Mathilde, née le 27 février 1950  
Antoinette, née le 13 mai 1952  
Le reste sans changement.

### Attribution provisoire de terrains domaniaux

N° 206-VP-MFE-DOM du 27-5-66 — Est prononcée la résolution de l'attribution provisoire des titres fonciers n°s 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948 du territoire du Togo faite respectivement aux sieurs :

Sampson Fiawoo, gérant de maison de commerce à Mango;

Société commerciale de l'ouest africain (SCOA), ayant son siège à Lomé;

Sam Fiawoo, commerçant à Mango;

Société comptoir franco africain (COFAC), ayant son siège à Lomé;

Fabien Mabli, commerçant à Sokodé;

Kheir Michel, commerçant à Lomé;

Ameganvi Gérard, commerçant à Mango, lesquels, tout retour à la République togolaise, francs et livres de toutes charges.

Conformément à l'article 10 du cahier des charges, les concessionnaires pourraient prétendre au remboursement de la moitié du prix d'adjudication.

Le chef de la circonscription administrative de Dapango et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### Nomination

N° 303-D-VP-MFE-MF-SD du 13-5-66 — Est et demeure rapportée la décision n° 95-Cab-VP-MFE-MF-SD du 19 février 1966 portant nomination.

M. Laban Eugène, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon, de retour de congé administratif, reprend ses fonctions de chef du bureau des douanes de Lomé.

M. Fabre Henri Louis, contrôleur principal de 1<sup>er</sup> échelon, assurant l'intérim du chef du bureau des douanes de Lomé, reprend ses fonctions de chef de la section navigation.

La présente décision aura effet pour compter du 20 avril 1966.

### Désignation de fonctions

N° 341-D-VP-MFE du 27-5-66 — M. Abdou-Kérime A. Idrissou, directeur de cabinet du Vice-Président, ministre des finances et de l'économie est désigné pour assurer à titre temporaire la suppléance du ministre des finances et de l'économie, en qualité d'administrateur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

N° 342-D-VP-MFE du 27-5-66 — M. Eugène A. Abaglo, directeur de l'économie au ministère des finances et de l'économie est désigné pour assurer à titre temporaire la suppléance de M. Paulin Eklou, directeur des études et du plan au Haut-Commissariat au Plan, en qualité d'administrateur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

### Allocation scolaire

N° 324-D-MF-MEN du 21-5-66 — Une allocation scolaire de 150.000 francs cfa (cent cinquante mille francs) est accordée à M. Dedjo Michel, boursier du Togo à l'école d'assistants d'élevage de Bamako pour la période des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres (du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1966) suivant détails ci-après :

Par trimestre: 25.000 x 3 = 75.000  
Total : 75.000 x 2 = 150.000

Le montant de cette dépense sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'intéressé à Lomé.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 40, article 5.

### Allocations viagères

N° 198-VP-MFE-MF-FR du 21-5-66 — Une allocation viagère annuelle de quatre vingt deux mille huit cents (82.800) francs est accordée à M. Senawo Jean, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle B, précédemment en service à Lomé, qui a accompli 23 ans 3 mois de services effectifs au 31 décembre 1965 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision n° 36-MEN du 22 février 1966.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966, est imputable au budget général du Togo.

N° 202-VP-MFE-MF-FR du 26-5-66 — Une allocation viagère annuelle de quatre vingt trois mille quatre cent soixante douze (83.472) francs est accordée à M. Domingo Albert, contrôleur des produits permanent, 5<sup>e</sup> catégorie, échelle C, précédemment en service à Anécho, qui a accompli 27 ans 4 mois de services effectifs au 30 avril 1966 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision n° 46-MER du 13 avril 1966.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu à compter du 1<sup>er</sup> mai 1966, est imputable au budget général du Togo.

N° 203—VP-MFE-MF-FR du 26-5-66 — Une allocation viagère annuelle de quatre vingt cinq mille six cent huit (85.608) francs est accordée à M. Pereira Gibril, contrôleur des produits permanent, 6<sup>e</sup> catégorie, échelle B, précédemment en service à Atakpamé, qui a accompli 21 ans 10 mois 26 jours de services effectifs au 30 avril 1966 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision n° 46-MER du 13 avril 1966.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu à compter du 1<sup>er</sup> mai 1966, est imputable au budget général du Togo.

N° 204-VP-MFE-MF-FR du 26-5-66 — Une allocation viagère annuelle de cent cinquante trois mille quatre vingt douze (153.092) francs est accordée à M. Assani Bouraima, contrôleur des produits permanent hors catégorie, précédemment en service à Anécho, qui a accompli 30 ans 1 mois 24 jours de services effectifs au 30 avril 1966 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision n° 46-MER du 13 avril 1966.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu à compter du 1<sup>er</sup> mai 1966, est imputable au budget général du Togo.

#### Allocation temporaire

N° 196-VP-MFE-MF-FR du 13-5-66 — L'allocation temporaire de dix huit mille (18.000) francs par an accordée par arrêté n° 170-MFAE-F-FR du 19 septembre 1960 à M. Agbolosou Joseph, ancien maître catéchiste atteint de cécité, est renouvelée pour une période de trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

Cette allocation, payable par quart et par trimestre à terme échu, est imputable au budget général du Togo.

#### Secours après décès

N° 332-D-VP-MFE-MF-FR du 26-5-66 — Un secours après décès de vingt trois mille trois cent quatorze (23.314) francs, équivalant à un mois et demi de salaire brut de M. Massilé Babadi, charpentier-menuisier permanent aux travaux publics de Lama-Kara, décédé le 16 janvier 1966 est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 18, article 6, exercice 1966 sera mandaté au nom de Mme Palanga Kossiwa (née Massilé) demeurant à Lama-Kara, tutrice des orphelins du de cujus.

N° 333-D-VP-MFE-MF-FR du 26-5-66 — Un secours après décès de cinquante sept mille cinq cent quatre vingt quatre (57.584) francs, équivalant à trois (3) mois de solde brute (indice 470) majorée de l'indemnité de sujétion de M. Agbéi N'Falé, gardien de la paix de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du Togo, décédé à Kodjéné-Haut (Kouméa) le 15 mars 1966 est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 14, article 7, exercice 1966 sera mandaté au nom de M. Bagnansé N'Falé à Noépé (Tsévié), tuteur des orphelins du de cujus.

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

#### Engagement

N° 9-D-MAE du 10-5-66 — M. Lamboni Emile est engagé en qualité d'agent permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, pour servir à l'hôtel du ministère des affaires étrangères, en remplacement de M. Abalo Mathieu, licencié.

Le salaire de l'intéressé sera imputé sur le budget général, chapitre 12, article 1.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1966.

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Annulation et ouverture de crédits

N° 32-INT du 16-5-66 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1966 :

*Chapitre XII.* — Autres dépenses extraordinaires.

Art. 2 — Construtions nouvelles . . . . . 190.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1966 :

*Chapitre XII.* — Autres dépenses extraordinaires.

Article 1. — Acquisitions . . . . . 190.000

#### Interdictions de séjour

N° 33-INT du 21-5-66 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) pour une durée de cinq ans, à compter du 14 août 1966, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Koutouassi Denakpo Guy Pierre, détenu à la prison civile de Mango, né vers 1937 à Bopa (République du Dahomey), fils des feus Koutouassi Denakpo et Hodonou Tamékoé, sans profession, demeurant à Lomé, condamné :

1 — pour escroquerie à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 25 août 1965 du tribunal correctionnel de Lomé;

2 — pour escroquerie à dix mois de prison — confusion avec la peine prononcée le 25 août (F.D. 13111/3/6 2232).

b) à l'exception de la circonscription administrative de Lama-Kara, pour une durée de cinq ans, à compter du 5 octobre 1966, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Adjai Assouma, détenu à la prison civile de Mango, né vers 1942 à Lama-Kara, fils de Adjai et de Kessilé, apprenti-mécanicien, sans domicile, condamné pour vol.

et vagabondage à quinze mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 10 novembre 1965 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 1155 3/4/15222).

c) pour une durée de cinq ans, à compter du 4 juillet 1966, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Sowolo Sowoubo, détenu à la prison civile de Mango, né vers 1941 à Sogakopé (République du Ghana), fils des feus Sowoubo Agbéko et Gawo Dotsé, pêcheur et cultivateur, domicilié à Kpogan (circonscription de Lomé) condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 5 janvier 1966 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 31.111/22.232).

d) pour une durée de cinq ans, à compter du 4 juillet 1966, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Awonyé Koffi dit Tila, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1921 à Kédji (République du Ghana), fils de feu Awonyé Akoumé et de Détougbiava, pêcheur et tisserand, domicilié à Kpogan (circonscription de Lomé), condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 5 janvier 1966 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13.331/23.332).

e) pour une durée de cinq ans, à compter du 9 juin 1966, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Amouzou Kokou André, détenu à la prison civile de Mango, né vers 1940 à Agoué (République du Dahomey), y demeurant, fils de Amouzou et de Assiba, maçon, de passage à Lomé, condamné pour vol à dix-huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 24 mars 1965 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.111/22.222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### Engagement

N° 44-D-INT du 1<sup>er</sup>-6-66 — M. Djobo Etienne est engagé en qualité d'agent permanent de la police (chauffeur) et classé à la 2<sup>e</sup> catégorie échelle A. (9.612 francs).

Le salaire de l'intéressé est imputable au chapitre 14, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1966.

## MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**ARRETE N° 9-MTP-DMG du 20 mai 1966 portant fixation de la valeur d'un coefficient de majoration K.**

### LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu le cahier des charges annexé au décret n° 56-6 du 16 novembre 1956 fixant les conditions d'occupation temporaire par la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin d'une partie du domaine public, maritime et en particulier son article 18 définissant le coefficient K ;

Vu le décret n° 62-59 du 20 avril 1962 fixant les conditions de perception des redevances instituées par l'article 17 du cahier des charges susvisé ;

Vu la loi n° 64-19 du 29 juillet 1964 portant modification de la loi des finances pour l'année 1964 ;

Sur proposition du directeur des Mines et de la Géologie,

### ARRETE :

Article premier — La valeur du coefficient de majoration K défini à l'article 18 du cahier des charges annexé au décret n° 56-6 du 16 novembre 1956 pour le calcul de certaines redevances, payables par la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin, visées par le décret n° 62-59 du 20 avril 1962 et la loi n° 64-19 du 29 juillet 1964 susvisés est:  $K = 1,055$  pour l'année 1965.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1966.

S. Aquereburu.

### Enquête de commodo et incommodo

N° 10-MTP-DMG-SC du 1<sup>er</sup>-6-66 — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 5 juin 1966 au 20 juin 1966 au sujet de l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures par la BP à Bè Lomé.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le maire de la ville de Lomé, pendant 15 jours à partir du 5 juin 1966 au 20 juin 1966 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

M. le maire de la ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le ministre des travaux publics à Lomé.

### Nomination

N° 286-D-MTP-CFT du 31-5-66 — M. Kpodar Joseph, chef débarcadère de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon du cadre des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf du Togo, est nommé adjoint au chef du service du wharf et phare, en remplacement de M. Ahyee Nathaniel, chef débarcadère principal de classe exceptionnelle admis à la retraite.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Licenciements

N° 280-D-MTP-CFT du 31-5-66 — Est et demeure rapportée la décision n° 99 — MTP.CFT du 22-2-64.

M. Houghbégnon Sossou, chef de train permanent n° mle 11.645, échelle D échelon 6 est rappelé en activité et remis à la disposition du directeur du réseau des chemins



de fer et wharf du Togo (service voie-bâtiments), en remplacement numérique de M. Awoudi Théodore, cantonnier permanent n° mle 11.865 échelle C échelon 1 appelé à d'autres fonctions.

Son salaire sera supporté par le budget annexe des CFT, chapitre 1, article 3, paragraphe 2 (exercice 1966).

M. Awoudi Théodore, cantonnier permanent n° mle 11.865 échelle C échelon 1, précédemment en service à la voie et bâtiments, est mis à la disposition du chef service exploitation pour servir en qualité de conducteur des bagages, en remplacement numérique de M. Amouzou John, chef de train permanent admis à la retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

Son salaire sera supporté par le budget annexe des CFT chapitre 1, article 2, paragraphe 2 (exercice 1966).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 281-D-MTP-CFT du 31-5-66 — Le facteur permanent Amavi A. Alfred n° mle 11.755 échelle D échelon 2 en service au réseau des chemins de fer et wharf du Togo (exploitation), est licencié de son emploi pour compter du 29 décembre 1965 date à laquelle il a abandonné son poste et sans aucune information.

En raison du motif de son licenciement (abandon de poste), M. Amavi A. Alfred ne peut prétendre ni au préavis, ni à l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de l'intéressé qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 2 octobre 1965, une indemnité compensatrice de congé égale à 3 jours de salaire.

La dépense est imputable au chapitre 2, article 1, paragraphe 6 du budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo (exercice 1966).

## MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Concours

N° 170-MFP du 23-5-66 — Les épreuves du concours direct ouvert par arrêté n° 157-MFP du 6 mai 1966 pour le recrutement de quatre adjoints administratifs du corps de l'administration générale se dérouleront à Lomé et Sokodé les 18 juillet 1966 et jours suivants au lieu des 8 août 1966 et jours suivants précédemment fixés.

Les dossiers de candidature doivent parvenir au ministère de la fonction publique avant le 25 juin 1966 inclus, dernier délai.

### Intégrations

N° 166-MFP du 21-5-66 — M. Aduayi Adoté Emmanuel, titulaire du diplôme de bachelor of science et du certificat de formation théorique et pratique en agriculture est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture, 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A 2) — indice 1200, et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

Son traitement sera à la charge de l'OPAT jusqu'au 31 décembre 1966 (compte courant n° 112-01 ouvert auprès du trésorier-payeur).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 168-MFP du 21-5-66 — M. Akogo Benjamin, ex-instituteur de la mission évangélique est admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C) — indice 550, et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 169-MFP du 21-5-66 — M. Kuwadah A. Valentin, titulaire du diplôme de bachelor of science et des certificats de formation théorique et pratique en agriculture est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A 2) — indice 1200, et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

Son traitement sera à la charge de l'OPAT jusqu'au 31 décembre 1966 (compte courant n° 112-01 ouvert auprès du trésorier-payeur).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 172-MFP du 25-5-66 — Mlle Mengah Irène Adjélé, titulaire du BEPC et du CFEN est admise dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C), indice 550, et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

### Titularisations

N° 173-MFP du 26-5-66 — M. Laré Martin, ingénieur 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 5 janvier 1966 — A.C. 1 an.

N° 174-MFP du 27-5-66 — M. Okoumessi Alphonse, instituteur-adjoint 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement est titularisé dans son emploi pour compter du 4 janvier 1966 — A.C. 1 an.

N° 175-MFP du 27-5-66 — M. Guézéré Benicroa Pierre, instituteur 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement est titularisé dans son emploi pour compter du 30 octobre 1965 — A.C. 1 an.

N° 176-MFP du 27-5-66 — M. Voulé Fritz Marcel, attaché d'administration 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps du personnel de l'administration générale qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 16 juillet 1965 — A.C. 1 an.

### Affectation

N° 209-D-MFP du 21-5-66 — M. Blakimé Valentin, instituteur-adjoint 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement, remis à la disposition de la fonction publique, est mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 2 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Mise en disponibilité

N° 165-MFP du 20-5-66 — M. Coquerel Alfred, instituteur-adjoint 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'enseignement est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée d'un an, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1966.

### Rétrogradation

N° 164-MFP du 18-5-66 — Il est mis fin, pour compter du 24 février 1966, à la suspension de fonctions de M. Reinhold Martin, commis d'administration principal.

M. Reinhold Martin, commis d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'administration générale est rétrogradé commis d'administration 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon pour faute grave en service.

M. Reinhold Martin, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, est remis à la disposition du Vice-Président, ministre des finances et de l'économie.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature en ce qui concerne la rétrogradation.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Rectificatif

RECTIFICATIF du 11 mai 1966 à l'arrêté n° 6-MEN du 1<sup>er</sup> avril 1965 portant institution des droits d'inscription aux examens du B.E. et du BEPC.

### Au lieu de :

Les candidats titulaires d'une bourse entière d'internat sont exemptés du paiement de ce droit.

Dans ce cas, une attestation délivrée par le directeur de l'établissement de l'élève et approuvée obligatoirement par le responsable du service des bourses à la direction de l'enseignement, remplacera à l'appui de chaque dossier de candidature, la quittance exigée à l'article précédent.

### Lire :

Tous les candidats aux examens du B.E. et du BEPC sont astreints au paiement de ce droit.

Le reste sans changement.

### Engagements

N° 101-D-MEN du 18-5-66 — MM. Batchassi Pierre, Adjéou Poussili Kpatcha et Alassani Kassim sont engagés en qualité d'agents permanents 1<sup>re</sup> catégorie échelle A, pour s'occuper de l'entretien du collège moderne de Sokodé.

Le salaire des intéressés sera imputé sur le budget général, chapitre 26, article 5, paragraphe 3.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

N° 104-D-MEN du 23-5-66 — M. Zoumarou Arouna est engagé en qualité d'agent permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en remplacement numérique de M. Gado Yao, cuisinier, licencié.

Le salaire de l'intéressé sera imputable sur le budget général, chapitre 26, article 8.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

N° 105-D-MEN du 23-5-66 — M. Djossa Gaspard est engagé en qualité d'agent permanent (planton) 1<sup>re</sup> catégorie échelle A, et affecté au service de la jeunesse et des sports, Lomé.

Le traitement de l'intéressé sera imputable sur le budget général, chapitre 26, article 9.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

N° 118-D-MEN du 2-6-66 — MM. Quenum Raphaël et Nimon Simon sont engagés en qualité de plantons de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du directeur de l'enseignement.

Le salaire des intéressés sera supporté par le budget général, chapitre 26, article 7.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

N° 121-D-MEN du 3-6-66 — Mme Eulalie Djabaku, née de Médeiros est engagée en qualité de professeur d'histoire et de géographie, au salaire mensuel de trente cinq mille francs (35.000 francs) et mise à la disposition du directeur de l'enseignement pour servir au Lycée de Tokoin.

Le traitement de Mme Djabaku est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5, paragraphe 1.

La présente décision, prise en régularisation de la situation de Mme Djabaku, prendra effet pour compter de la date de prise de service.

**Exclusion définitive du C.C. de Tabligbo**

N° 120-D-MEN du 3-6-66 — Sont définitivement exclus du cours complémentaire de Tabligbo, pour mauvaise conduite, les élèves dont les noms suivent:

Mlle Tiassou Hélène	Mlle Assinon Elise
M. Tiassou René	M. Ega Richard.

La présente décision prend effet pour compter du 26 avril 1966.

**Démission**

N° 106-D-MEN du 23-5-66 — Est acceptée, pour compter du 3 mai 1966, la démission de son emploi offert par M. Djengblé Joseph, planton en service au ministère de l'éducation nationale.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE**

**ARRETE N° 6-MER-EF du 28 mai 1966 portant réorganisation du service des eaux et forêts.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,**

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 65-148 du 18 septembre 1965 portant création au Togo de régions économiques ;

Vu l'arrêté n° 1095-54-AD-EF du 22 décembre 1954 portant réorganisation du service des eaux et forêts du Togo ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du chef du service des eaux et forêts,

**ARRETE :**

Article premier. — Le présent arrêté annule les prescriptions de la décision n° 41-EF du 8 janvier 1955, de la décision n° 69-MA du 25 août 1962 et supprime l'inspection technique existant au sein du service des eaux et forêts à Lomé.

Art. 2. — Il est créé un bureau d'études forestières. Ce bureau est placé matériellement auprès du service des eaux et forêts à Lomé, mais il est rattaché au cabinet du ministre de l'économie rurale. Ce bureau aura à connaître de tous les problèmes techniques qui lui seront soumis pour études par le cabinet du ministre.

Art. 3. — Le Togo est divisé en cinq inspections forestières, à savoir :

— l'inspection forestière de la région maritime comprenant les circonscriptions forestières de Lomé — Tsévié — Anécho et Tabligbo, ayant son siège à Lomé —

— l'inspection forestière de la région des plateaux comprenant les circonscriptions forestières de Nuatja — Atakpamé — Klouto et Akposso, ayant son siège à Atakpamé —

— l'inspection forestière de la région centrale comprenant les circonscriptions forestières de Sokodé — Bassari et Bafilo, ayant son siège à Sokodé —

— l'inspection forestière de la région de la Kara comprenant les circonscriptions forestières de Lama-Kara — Niamtougou — Pagouda et Kandé, ayant son siège à Lama-Kara —

— l'inspection forestière de la région des savanes comprenant les circonscriptions forestières de Dapango et Manggo, ayant son siège à Dapango.

Art. 4. — Chacune des circonscriptions forestières, énumérées à l'article 3 et correspondant aux circonscriptions administratives, est divisée en « Postes Forestiers ».

Art. 5. — L'adjoint du chef du service des eaux et forêts pourra éventuellement être chargé de l'inspection forestière de la région maritime.

Art. 6. — Le chef du service des eaux et forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1966.

L. B. Ywassa.

**ARRETE N° 7-MER-EL du 28 mai 1966 portant réorganisation et articulation administrative nouvelle du service de l'élevage et des industries animales de la République togolaise.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,**

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 65-148 du 18 septembre 1965 portant création de régions économiques et de comités économiques et sociaux ;

Vu le décret n° 50-1626 du 26 décembre 1950 fixant les attributions du service de l'élevage et des industries animales d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 237-PM-MA-EL du 26 novembre 1960 portant abrogation de l'arrêté n° 13-SE du 5 janvier 1956 et réorganisant le service de l'élevage du Togo ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du chef du service de l'élevage,

**ARRETE :**

Article premier. — L'organisation administrative du service de l'élevage et des industries animales de la République togolaise est modifiée conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. — Le service de l'élevage et des industries animales de la République togolaise comprend :

1 — Un bureau d'études placé auprès de la direction du service, mais rattaché au cabinet du ministre de l'économie rurale

2 — Une direction à Lomé

3 — Cinq régions d'élevage qui sont les régions d'élevage du sud, des plateaux, du centre, de la Kara et des savanes.

Art. 3. — a) La région d'élevage du sud a son chef-lieu à Lomé. Elle couvre le territoire des circonscriptions administratives de Lomé, d'Anécho, de Tabligbo et de Tsévié et comprend :

La circonscription d'élevage de Lomé

La circonscription d'élevage d'Anécho

La circonscription d'élevage de Tsévié

La circonscription d'élevage de Tabligbo

La station de Baguida.

b) *La région d'élevage des plateaux* a son chef-lieu à Atakpamé. Elle couvre le territoire des circonscriptions administratives de Nuatja, de Klouto, de l'Akposso et d'Atakpamé et comprend :

La circonscription d'élevage de Klouto

La circonscription d'élevage d'Atakpamé

La circonscription d'élevage d'Akposso

La circonscription d'élevage de Nuatja

Le poste vétérinaire de l'Est-Mono (Elavagnon) de Daye Apéyéme.

c) *La région d'élevage du centre* a son chef-lieu à Sokodé. Elle couvre le territoire des circonscriptions administratives de Sokodé, de Bafilo, de Bassari et comprend :

La circonscription d'élevage de Bafilo

La circonscription d'élevage de Bassari

La circonscription d'élevage de Bafilo

Le poste vétérinaire de Guérin-Kouka

La station d'élevage du Nâ à Sokodé.

d) *La région d'élevage de la Kara* a son chef-lieu à Lama-Kara. Elle couvre le territoire des circonscriptions administratives de Lama-Kara, de Niamtougou, de Pagouda, de Kandé et comprend :

La circonscription d'élevage de Lama-Kara

La circonscription d'élevage de Niamtougou

La circonscription d'élevage de Pagouda

La circonscription d'élevage de Kandé.

e) *La région d'élevage des savanes* a son chef-lieu à Dapango. Elle couvre le territoire des circonscriptions administratives de Mango et de Dapango et comprend :

La circonscription d'élevage de Mango

La circonscription d'élevage de Dapango

Le poste de Borgou

La station de Nassablé

Le centre d'insémination artificielle de Dapango.

Art. 4. — Le chef du bureau d'études aura le grade de vétérinaire inspecteur.

Art. 5. — Le chef de service à Lomé est nommé parmi les vétérinaires inspecteurs. Le chef de chaque région d'élevage aura au minimum le grade d'ingénieur adjoint d'élevage.

Art. 6. — Le bureau d'études aura à connaître de tous les problèmes techniques intéressant le développement de l'élevage.

Art. 7. — Le chef du service de l'élevage coordonnera les activités dans les diverses régions d'élevage.

Les chefs des régions d'élevage coordonneront les activités dans leurs circonscriptions et postes d'élevage respectifs.

Art. 8. — L'arrêté n° 237-PM-MA-EL du 26 novembre 1960 portant réorganisation du service de l'élevage au Togo est abrogé.

Art. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1966.

L.B. Ywassa

## MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

*ARRETE N° 13-MCIT du 20 mai 1966 libérant les prix de vente des champagnes et vins mousseux.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME,

Vu le décret n° 66-3 du 7 janvier 1966 portant modification de la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret n° 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des attributions du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Vu le décret n° 65-4 du 6 janvier 1965 autorisant le blocage des prix ;

Vu l'arrêté n° 29 du 31 décembre 1965 bloquant des prix de vente de marchandises ;

Après avis de la commission des prix et stocks,

### ARRETE :

Article premier. — A compter de la date de la signature du présent arrêté, les prix de vente en gros des importateurs de champagnes et de vins mousseux sont libres.

Art. 2. — Les prix de vente chez les grossistes, demi-grossistes et détaillants de champagnes et de vins mousseux restent bloqués au niveau des prix pratiqués le 1<sup>er</sup> décembre 1965, lorsque ces commerçants et revendeurs ne peuvent pas satisfaire aux conditions prescrites à l'article 3 ci-dessous.

Art. 3. — Les grossistes, demi-grossistes et détaillants visés à l'article 2 ne pourront appliquer les prix supérieurs à ceux prévus à l'article 1<sup>er</sup> que lorsqu'ils ne posséderont plus de stocks de champagnes et de vins mousseux importés en 1965 ou lorsqu'ils présenteront des factures des importateurs établies à partir de la date d'application du présent arrêté.

Art. 4. — La non observation des présentes dispositions sera passible des peines prévues par le décret n° 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks.

Art. 5. — Les fonctionnaires désignés à l'article 9 du décret sus-visé sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 6. — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 7. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République togolaise, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1966.

J. Agbémégan

*ARRETE N° 14-MCIT du 20 mai 1966 portant déblocage du prix de vente des appareils récepteurs.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME,

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963 relatif à la composition du Gouvernement, modifié par le décret n° 63-120 du 19 septembre 1963 ;

Vu le décret n° 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret n° 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des attributions du Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Vu le décret n° 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks ;

Vu le décret n° 65-4 du 6 janvier 1965 autorisant le blocage des prix ;

Vu l'arrêté n° 4-MCIT du 24 juillet 1964 fixant des taux forfaitaires maxima de marges bénéficiaires brutes applicables à certaines marchandises importées et consommées au Togo ;

Vu l'arrêté n° 29 du 31 décembre 1965 bloquant des prix de vente de marchandises ;

Après consultation de la commission des prix et stocks,

### ARRETE :

Article premier. — Pour compter de la date de la signature du présent arrêté, les prix de vente des appareils récepteurs chez les importateurs sont débloqués, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, et restent soumis au taux de marge bénéficiaire brute prévu à l'article premier de l'arrêté n° 4-MCIT du 24 juillet 1964.

Art. 2. — Les prix de vente chez les importateurs-détaillants et revendeurs d'appareils récepteurs restent bloqués au niveau qu'ils ont atteint à la date du 1<sup>er</sup> décembre 1965, lorsque ces commerçants et revendeurs ne peuvent pas satisfaire aux conditions prescrites à l'article suivant.

Art. 3. — Les importateurs-détaillants et revendeurs prévus à l'article 2 ne pourront appliquer les nouveaux prix que lorsqu'ils ne posséderont plus de stocks d'appareils récepteurs importés en 1965 ou lorsqu'ils présenteront des factures des importateurs établies à partir de la date d'application du présent arrêté.

Art. 4. — Les taux et remises se calculeront conformément aux articles 4 et 6 du décret n° 64-21 du 15 février 1964. Le prix de vente détail limite devra figurer sur les factures délivrées à tous les commerçants et revendeurs.

Art. 5. — La non-observation des présentes dispositions sera passible des peines prévues par le décret n° 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks.

Art. 6. — Les fonctionnaires désignés à l'article 9 du décret sus-visé sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 7. — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 8. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République togolaise, enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1966.

J. Agbémégan

### Nomination

N° 15-MCIT du 26-5-66. — M. Darman Soulé Mémenn, secrétaire d'administration 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, est nommé contrôleur des prix et stocks.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa signature.

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

### COUR D'APPEL DU TOGO

*DELIBERATION du 2 juin 1966.*

*(Liste des experts près les juridictions du ressort de la cour d'appel du Togo).*

L'an mil neuf cent soixante-six et le deux juin à onze heures,

La cour d'appel du Togo, composée de messieurs :

Puech Guy, président de la cour d'appel du Togo, Président ;

Henriet Pierre, conseiller à ladite cour d'appel ;

Acouétey Théodore, conseiller à la même cour ;

Abolivier Jean, procureur général près la cour d'appel de céans ;

Assisté de maître Ayivi Isaac, greffier en chef ;

S'est réunie dans la salle des délibérations à l'effet d'arrêter la liste des experts dans le ressort de la cour d'appel du Togo, pour l'année mil neuf cent soixante-six ;

La cour d'appel ainsi composée, après avoir étudié les listes d'experts proposés par les services et administrations a, à la demande de M. le procureur général, arrêté ainsi qu'il suit la liste des experts du ressort :

#### A — RESSORT DU TRIBUNAL DE LOMÉ

##### *Agriculture :*

Chillot Eusèbe, ingénieur d'agriculture — Lomé

Gonçalves Hilaire, directeur de la SPAR — Klouto.

##### *Automobile :*

Loppens Christian, directeur de la Cie. des experts maritimes, B.P. 31 — Lomé

Hernandez, adjudant-chef des forces togolaises — Lomé

Gnofame, sergent-chef des forces togolaises — Lomé

Barbé François, cabinet d'expertises, B.P. 1224 — Lomé.

##### *Bâtiments :*

Da Sylva Alcide, architecte à Lomé

Casabuéna, architecte — Lomé

##### *Comptables :*

Igier Henri, comptable B.P. 43 — Lomé.

Sossah Boniface, comptable en service à la vice-présidence de la République — Lomé

Kpodar Firmin — crédit du Togo — Lomé.

##### *Conditionnement des produits :*

Agbekponou Jérôme, ingénieur des travaux agricoles — Lomé

Dossavi Gabriel, chef super-contrôle — Lomé

Djikounou Joseph, contrôleur des produits — Lomé

*Expert maritime :*

Loppens Christian, directeur de la Cie. des experts maritimes à Lomé

*Interprètes-Traducteurs :**Anglais :*

Mme d'Almeida Micheline, professeur d'anglais au lycée de Tokoin — Lomé

Chardey Francis, 47, rue Koudadze Efouégan, quartier Lom-Nava — Lomé

*Allemand :*

Bouzendorfer Raymond, professeur d'allemand au lycée de Tokoin — Lomé

Chardey Francis, 47, rue Koudadze — Lomé

*Russe :*

Mme Christine Bruce, 17, rue Georges Mensah, quartier Hanoukopé — Lomé

*Langues mina et ewé :*

Chardey Francis, 47, rue Koudadze — Lomé

*Mécanique : (voir automobile).**Médecine légale :*

Dr. Amorin Julio, ministère de la Santé — Lomé

Dr. Vovor Mawupé Valentin — Lomé

Dr. Ohin Alexandre, hôpital de Tokoin — Lomé

Agbodjan Prince James, médecin CFT — Lomé

*Médecine vétérinaire — Expertise de bétail :*

Dr. Amaïzo Basile, directeur de l'élevage — Lomé

Boehm Nathan, vétérinaire — Lomé

*Mines :*

Akitani Bob Emmanuel, ingénieur des mines — Lomé

*Pharmacie :*

Lawson Viviti Daniel, pharmacien à Hanoukopé — Lomé

Dr. Johnson Francis, pharmacien en chef de l'hôpital de Tokoin — Lomé

Lawson Alphonse, pharmacien — Palimé

*Photographie :*

Badohun Jean, photographe, 157, bd. circulaire — Lomé

Barrigah Joël Bénissan, photographe — Palimé

*Radios Electricité :*

D'Almeida Christian, proviseur au lycée de Tokoin — Lomé

Parent, adjudant-chef

Follison, sergent-chef

Mensah Aloys César, gendarme — Lomé

*Topographie :*

Attengue Martin, dessinateur — Lomé

Johnson Jérôme, géomètre, service topographique — Lomé

Sah Sébastien, dessinateur, service topographique — Lomé

*Armuriers :*

Escobar, adjudant

Tagba Félix, sergent-chef

**B — RESSORT DE LA SECTION D'ANECHO***Agriculture :*

Hounsihoue Honoré, chef de la circonscription agricole d'Anécho

*Bâtiments :*

Sant'Anna Emmanuel, travaux publics — Anécho

*Conditionnement des produits :*

Vlavanou Rigobert, S.C.I.A. — Anécho

*Mécanique automobile*

Dovigan Ferdinand — Djossi — Anécho

Koffi Emmanuel, garage administratif Zébè — Anécho

*Médecine légale*

Mikem Pierre, médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Anécho

Basile Odilon, médecin-chef du centre hospitalier d'Anécho

*Interprètes :*

Eté Sylvain, fonctionnaire retraité, quartier Adjido — Anécho

Lassey, pasteur protestant — Anécho

**C — RESSORT DE LA SECTION D'ATAKPAME***Agriculture :*

Bello Amissou

*Automobile mécanique :*

Komlan Kougnahla

*Bâtiments :*

Derriano Marcel, ingénieur

*Comptabilité :*

Bello Amissou — S.P.A.R.

*Chimie Toxi Cologie :*

Amenyah Godwin, pharmacien

*Conditionnement des produits :*

Apelete David, contrôleur

*Médecine légale :*

Quadjovie M. Christophe

*Pharmacie :*

Amenyah Godwin, pharmacien

*Photographie :*

Mensah Emile



## D — RESSORT DE LA SECTION DE SOKODE

*Agriculture :*

Assogbavi Raphaël, chef de la circonscription agricole de Sokodé

*Elevage*

Dr. Salami Ganiyou, vétérinaire — Sokodé

*Mécanique automobile :*

Wilson Augustin, chef d'atelier S.T.P.N.

Attikpo Stanislas, chef d'atelier mécanique automobile — Mango

*Médecine légale :*

Dr. Roland Pons, chirurgien

*Médecine générale :*

Dr. Aziabé Andréas

*Médecine vétérinaire :*

Salami Ganiyou, Dr. vétérinaire — Sokodé

*Travaux Publics :*

Folligan Cyrille, ingénieur des T.P. — Sokodé

De tout quoi a été dressé le présent procès-verbal que les membres de la cour d'appel ont signé avec le procureur général et le greffier, les jour, mois et an que dessus.

*Pour expédition certifiée conforme :*

Lomé, le 3 juin 1966

Le greffier en chef de la cour d'appel,

I. AYIVI

**Immatriculations au registre de commerce**

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 21 avril 1966 sous le numéro 1052 chronologique, M. Grant Nicolas a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne «Menuiserie Grant Nicolas».

Inscription a été faite au livre 1 numéro 282 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 22 avril 1966 sous le numéro 1053 chronologique, M. da Silveira Adjévi Pierre, l'un des gérants statutaires de la société dite: «Société Togolaise des Mareyeurs» (Sotomarey) a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 numéro 189 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 30 avril 1966 sous le numéro 1054 chronologique, M. Anselmo Léon Jean Manuel a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 numéro 283 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 20 mai 1966 sous le numéro 1056 chronologique, M. Guerard René, gérant de la société dite «Grands Travaux du Bénin» (Travaux Bénin) a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 numéro 190 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 21 mai 1966 sous le numéro 1057 chronologique, M. Coffi Pierre a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne «Ameublement Coffi».

Inscription a été faite au livre 1 numéro 284 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 26 mai 1966 sous le numéro 1058 chronologique, M. Sossah Pierre a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne «Tout Pour le Cycle».

Inscription a été faite au livre 1 numéro 285 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé le 27 mai 1966 sous le numéro 1059 chronologique, M. Koukpaki Julien, l'un des gérants statutaires de la société dite: «Entreprise Togolaise de Constructions Modernes» (ENTOCOMO) a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 numéro 191 analytique.

Pour insertion et avis:

Le greffier en chef,

E.T. Lawson

**MODIFICATION DES STATUTS DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Le Conseil d'administration les ayant adoptées à l'unanimité, les modifications ci-après sont introduites, en application de l'article 8 du Traité du 12 mai 1962 instituant une Union Monétaire Ouest Africaine, aux statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest :

*Article 15 — 3<sup>e</sup> alinéa*

Après « la Banque peut consentir aux Trésors des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine, au taux d'escompte sur place, des découverts en compte courant dont la durée ne peut excéder 240 jours consécutifs ou non, au cours d'une année de calendrier »,

et avant « Ces facilités ne sont pas exclusives de celles qui pourraient résulter d'accords particuliers entre le Trésor public français et les Trésors des Etats de l'Union Monétaire »,

insérer : « Toutefois, le Conseil d'administration peut décider de proroger cette durée jusqu'au premier jour ouvrable de l'année suivante ».

Le reste sans changement.

*Article 44 — 2<sup>e</sup> alinéa*

Insérer l'article 15 dans l'énumération des décisions du Conseil en matière de crédit :

« Sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa du présent article, les décisions du Conseil prises en application du troisième alinéa de l'article 15, des trois derniers alinéas de l'article 45 et des articles 56, 57, 58 et 59 sont arrêtées à la majorité des deux tiers ».

Le reste sans changement.

Certifié conforme aux délibérations du Conseil d'administration réuni à Abidjan le 4 juin 1966.

*Le président du Conseil d'administration :*

---

## NECROLOGIE

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Kpodar Clément, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, survenu à l'hôpital de Tokoin le 20 mai 1966.

---